

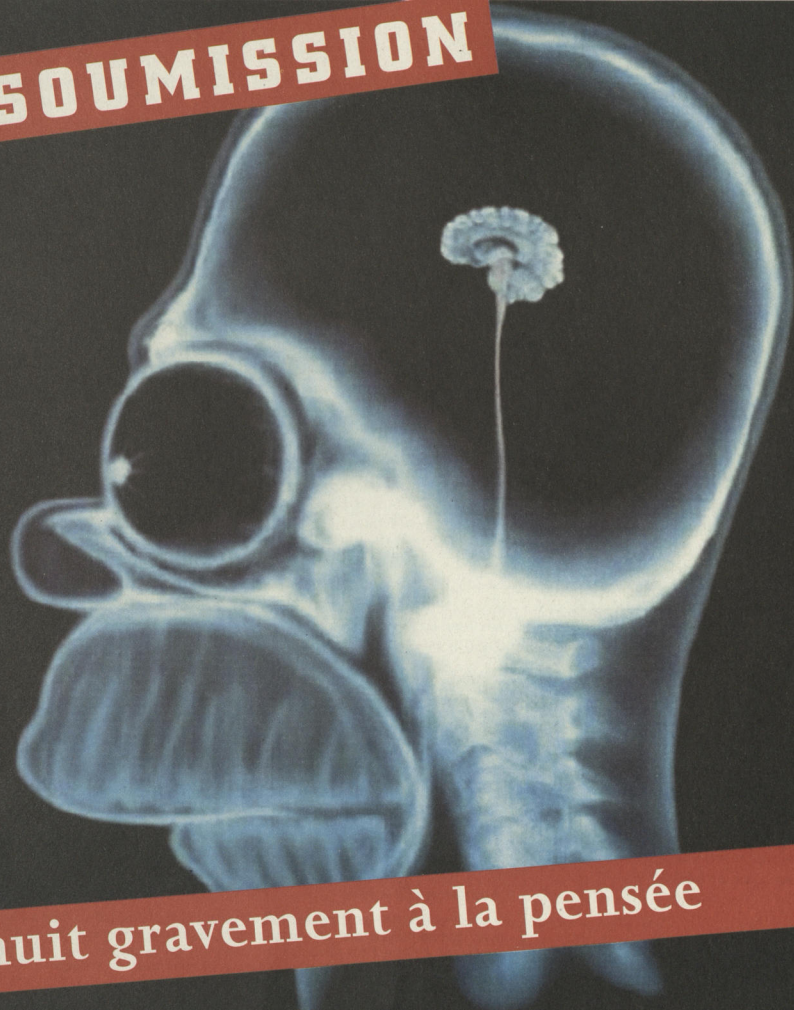
le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des Fédérations anarchistes

le monde
libertaire



LA SOUMISSION



nuit gravement à la pensée

**Manifestation du Forum social libertaire à Paris
Samedi 15 novembre - 13 heures - place des Fêtes**

M 02137 - 1336 - F: 2,00 €

2€
0026-9433

« Mais de patience ouvrière, on peut chaque jour voir éclore,
dans les ruelles égalitaires, en des langues multicolores, les
réponses nécessaires aux questions que l'Etat majore. »
Fabulous Trobadors

hebdo n° 1336

du 13 au 19 novembre 2003

FOP2520

Sommaire



Publicité malmenée, page 4

L'autruche, Boutin et Besancenot enfin réunis à la page 7

Raffarin chez les **soviets**, par Moïse Cailloux, page 8

Appel pour une interpro **syndicale**, page 8

Fumel: le procès nauséabond, page 9

Nico veut la réappropriation de la **Secsoc**, page 9

Pédagogie libertaire contre fabrique à bachot, par B. Collot, page 10

Patron et syndicaliste: dialogue de **sourds**, par Rudejule, page 11

Réponse à **La Sociale**, par Virginie Benitto, page 12

Madrid, pas **d'élections** sans casser des œufs, page 14

Tyrannie bolivienne, page 14

À **l'Est** rien de nouveau, page 15

le **voile** des femmes fait la force de l'homme, par Fred, page 18

No Pasarán, album souvenir, un film d'Henri-François Imbert, par Hervé, page 19

Le **FSL-SLA**: ses films, ses livres, son financement, page 20

Agenda et Radio libertaire, page 22

Le **mouvement**, page 23



La temporada termina
como un alma de sardina.

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé
sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

2 **abonnez-vous !**

Le Monde libertaire du 13 au 19 novembre 2003



suppression d'un jour férié une attaque tous azimuts !

À CŒUR et à cru, notre premier ministre prétend restaurer « la valeur républicaine de la fraternité » en nous volant un jour de repos en solidarité avec nos vieux. Rien de moins ! Il y a peu, le vol, valeur républicaine, a été consacré par l'élection d'un prince de la fripouille à la présidence de la France. C'est sans doute pour cela que son équipe nous inflige en maintes occasions des leçons de charité, valeur humaine rendue nauséabonde par la religion, en prenant dans nos poches ce qui pourrait être pris dans les leurs. Rappelons-nous la plaisanterie des fameux 80 000 à 100 000 euros qu'a coûté le voyage de Madame Pièces-jaunes, championne nationale du cœur, pour rendre visite au gourou des catholiques, (pardon !) au chef de l'État pontifical. Petite délégation de 51 personnes pour assister à la béatification de sœur Teresa, autre championne de la charité, qui savait plus empocher du fric pour ouvrir de multiples antennes de son ordre d'envoies en Inde au lieu de médicaliser un minimum les mouirois qu'elle administrait alors. Mais c'est bien connu et depuis bien avant les Borgia, aller à Vatican a toujours nécessité un train de vits.

Plus sérieusement, cette obligation nouvelle de venir travailler un jour férié est présentée comme indispensable pour créer une richesse destinée à financer cette aide à nos anciens. Il faudrait nous expliquer pourquoi il est nécessaire de travailler davantage alors qu'il est suffisamment produit de richesses pour satisfaire largement les besoins de toutes et tous. Une réelle solidarité peut se bâtir, mais pas en aliénant un peu plus le temps « libre » du monde du travail. Seulement par l'égalité économique avec la mise en commun des richesses produites. Mais cette perspective libertaire s'entend, en commençant par se débarrasser de cette clique de pros du déficit budgétaire de l'État qui se succèdent inlassablement au pouvoir. Ceux-là même qui font du budget de l'armée le deuxième du pays. La nouvelle programmation militaire du nucléaire dissuasif est sans doute prioritaire en terme de « charité républicaine ».

**Forum social
libertaire**
du 11 au 16 novembre
Paris Saint-Ouen, Ivry

Élisabeth Claude

UNE ATTAQUE contre les clubs de loisirs : comme l'a dénoncé la fédération des clubs de footballeurs amateurs, ce long week-end leur permettait d'organiser des tournois interclubs qui leur rapportaient une partie de leur budget annuel. Sa suppression va entraîner des difficultés diverses pour ces activités.

Une attaque contre les vieux : qui peut croire que ceux et celles qui vivent dans la solitude vont avoir plus de visites si on supprime un temps de repos aux membres de leur famille ? Ceux-ci sont peut-être trop éloignés pour pouvoir leur rendre visite autrement que sur un grand week-end. Qui peut croire que les personnes hébergées en maisons de retraite vont être mieux traitées par la suppression d'un jour férié aux salarié.e.s qui les soignent ?

Une attaque contre les pauvres : en effet, les vieux riches souffrent moins de solitude que les pauvres, dans la mesure où ils peuvent payer quelqu'un pour leur tenir compagnie, où leur famille, même éloignée géographiquement, peut plus facilement se payer un moyen de transport rapide (comme l'avion) pour leur rendre visite. Et s'ils embauchent une personne, cela ne leur coûte pas très cher grâce aux réductions d'impôts dont ils bénéficient !

Une attaque contre les salarié.e.s du secteur sanitaire : ces salariés mal payés, aux conditions de travail éprouvantes vont eux aussi devoir donner un jour de travail pour les personnes dont ils et elles s'occupent déjà toute l'année ! Qui peut croire que les sommes soi-disant collectées par la suppression d'un jour férié va servir à créer des postes qualifiés ?

Une attaque contre tous les salarié.e.s qui sont les seuls à être taxés et qui doivent une fois de plus payer pour l'ensemble de la société : professions libérales, agriculteurs, employeurs n'ont-ils pas eux aussi dans leur entourage des personnes âgées ou handicapées ou malades qui auraient besoin de services sanitaires et sociaux de qualité, en plus d'une solidarité familiale, au lieu de compter sur une solidarité nationale qui ne repose que sur l'amputation des droits des salarié.e.s ?

Une attaque contre les femmes : en effet, les études sexuées sur les temps libres respectifs des hommes et des femmes adultes montrent que ce sont elles qui consacrent le plus

de temps aux soins destinés à leurs proches (éducation et prise en charge des enfants, soins aux personnes âgées ou handicapées, ménage de la famille) : leur enlever un jour de repos, c'est accroître leur charge de travail, enlever un jour de repos à leurs compagnons, c'est ôter une occasion à ceux-ci de participer de façon égalitaire au partage des tâches ménagères et éducatives.

Une solution mascarade : la division des salarié.e.s du secteur public et du secteur privé va avoir pour conséquence que tous ne seront pas autant perdants par cette mesure. Là où le rapport de force existe, des formes de compensation seront accordées. La mise en place d'une telle mesure va coûter presque autant en temps de travail que le bénéfice escompté : temps de négociations dans les entreprises et les administrations, informations des personnes concernées, versement de la nouvelle taxe et contrôles divers...

Si on veut vraiment que le drame de l'été 2003 ne se renouvelle pas, arrêtons de culpabiliser ceux qui ne s'occupent pas ou pas assez de leurs proches et cherchons les moyens qui leur permettront de le faire tranquillement ! Arrêtons de délocaliser les entreprises et d'imposer aux salariés de suivre leur emploi : par exemple, combien de familles ont-elles éclaté du fait du départ de la sidérurgie de la Lorraine vers Fos-sur-Mer dans les années soixante-dix, et de bien d'autres entreprises ? Ce n'est pas la suppression d'un jour férié qu'il faut envisager, c'est l'augmentation des jours fériés qui permettra aux membres d'une famille d'entourer ceux qui en ont besoin !

Ainsi que le déplorait une directrice d'une maison de retraite, c'est le manque de formation des personnels qui doit être dénoncé et auquel il faut remédier pour qu'ils sachent reconnaître les symptômes de la déshydratation chez les personnes dont ils ont la charge. C'est l'augmentation des effectifs dans les hôpitaux et les maisons de retraite et l'amélioration de leurs qualifications qui permettra une meilleure prise en charge de nos proches !

Alors, attaquons Raffarin et les idéologues du patronat qui n'ont de cesse de nous attaquer : revendiquons plus de congés pour toutes et tous et plus de personnels compétents dans les services publics destinés à la population !

E.C.

Crimes de lèse-publicité

PRÈS DE 500 USAGERS du métro, citoyens, jeunes et vieux, hommes et femmes, de toutes professions ou activités se sont retrouvés calmement afin de faire un acte de légitime défense face à l'agression publicitaire.

13 groupes de 20 à 55 personnes se sont retrouvés sur 7 lieux de rendez-vous à Paris.

Environ 130 stations (soit 260 quais de métro) ont été barbouillées. Notre objectif physique a été atteint: toutes les stations entre les lignes 2 et 6 de Paris ont été touchées. Notre objectif moral a été atteint: pas de violence, pas de dégradation de matériel. Seules les publicités ont été touchées, barrées, détournées, barbouillées, nettoyées... Nous étions 500. Soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à la dernière fois!

Pendant l'action, il n'y a eu aucun problème, aucune dégradation de matériel, aucune violence d'aucune sorte, pas d'arrestation, aucune amende. Plusieurs groupes ont rencontré des personnes de la RATP ou de la police, sans aucune suite au vu de l'acte non-violent et politique qui était fait.

En fin d'action, à la station Trinité, un groupe a été arrêté et contrôlé. À minuit et demi, 39 personnes ont été mises en garde à vue et réparties dans différents commissariats. [voir témoignage ci-après] Et pourtant... ce sont les publicités qui sont les vraies prisons du métro!

À partir de 1 h 30, après avoir signé, ou non, une « main courante », les interpellés ont été progressivement relâchés. À 3 heures tous étaient libres. [...]

Bravo à tous ceux qui sont venus et ont participé jusqu'au bout. Et à la prochaine! Une action est prévue jeudi prochain 13 novembre en fin d'après midi, vers Saint-Denis...

stopub.ouvaton.org



Nike a été particulièrement victime des déprédateurs antipub...Photos: Batiste, bap.popagande.org.

Message à Métrobus et à toute régie publicitaire susceptible d'être prochainement intéressée

1. Bien que notre action ait eu lieu dans le métro le 17 octobre 2003 et que nous ayons appelé à une nouvelle action de ce type le 7 novembre, sachez que ce n'est pas « la publicité dans le métro » que visent nos actions, mais l'ensemble de la publicité, où qu'elle soit, et surtout dans les lieux où elle est imposée.
2. Notre action est non-violente et légitime. Avec nous, vous pouvez parler, via ce site. Auriez-vous préféré une action clandestine et violente de 300 usagers de la RATP ? Nous, non.
3. Faites censurer ce site... et demain trois, dix nouveaux sites identiques à celui-ci apparaîtront. (J'invite d'ailleurs les lecteurs de ce site à en faire des copies intégrales... au cas où).
4. Vous cherchez les coupables ? Les coupables : c'est vous ! Qui dégradez l'espace public et imposez l'idéologie publicitaire à tous de manière totalitaire ? Vous.
5. Vous cherchez à faire annuler les prochaines actions que nous lancerons ? Qu'à cela ne tienne ! Retirez toutes les publicités dans le métro, sur les abris de bus, dans la rue, sur les immeubles, dans les paysages de France, dans tous les lieux publics, ainsi que sur les chaînes de radio et de télévision publiques et nous vous garantissons de cesser immédiatement toutes nos actions (sauf celles de respirer enfin et de faire la fête).

stopub.ouvaton.org

Réaction des organisateurs après les intimidations dont ils estiment avoir fait l'objet de la part de Métrobus le 6 novembre

Des actions de grande ampleur contre les pubs dans le métro ont eu lieu à Paris. La première s'est déroulée le 17 octobre, la seconde le 7 novembre. À l'origine, des tracts et un site sur le net. Nous vous livrons ici deux déclarations des organisateurs, ainsi que les reportages de nos envoyés spéciaux. Nous avons omis de demander à la RATP sa réaction...

Sur le vif

GRÂCE À SAINT BAKOUNINE, je n'ai pas fini ma soirée hier soir au poste de police... Nous étions 48 à s'être fait coincés, tout le groupe, et les CRS en ont relâché une dizaine dont moi, pourtant je n'avais pas mes papiers... À part ça, c'était une bonne action.

Nous avions déjà eu des problèmes à la station Auber où les GPSR étaient intervenus, avaient fait monter la pression menaçant de nous gazer, puis nous avaient foutus dehors après avoir libéré un camarade. À la sortie, des CRS nous ont entouré une vingtaine de minutes puis nous ont relâché. Après, nous avons rejoint un autre groupe à Barbès pour se faire serrer à Trinité à la sortie alors que nous avions décidé pour une partie d'aller à la réunion de la coordination pour voir les copains des autres groupes...

Impressionnant vraiment: nous faisons le chemin à pied, quand on voit arriver une dizaine de camionnettes, des CRS qui sautent et courent matraques à la main pour nous choper. On a essayé de se regrouper. À ce moment, nous étions divisés en deux: ceux et celles qui allaient à la coordination et ceux et celles qui rentraient chez eux. Une partie s'est réfugiée dans un café, ce qui n'a pas servi à grand chose. Moi je me suis fait chopé brutalement... Les CRS étaient bien agressifs. C'était musclé, j'ai bien cru qu'il y avait des coups de matraques...

Le gars dit *Le Pascalou*
Claaaaaash

Pour tout renseignement, allez sur le net... mais le site à l'origine de ces actions ne fonctionne plus depuis le dimanche 9 novembre (1 heure du matin). Vous avez dit bizarre? Un autre site, d'où sont originaires les photos qui illustrent ce dossier, a été ouvert: bap.propagande.org
Prochaine action le 13 novembre...



soirée artistique dans le métropolitain

19 HEURES. Vendredi 7 novembre. Place de la République à Paris. Sur le terre-plein central, dans le froid piquant, une foule de plusieurs dizaines de personnes se rassemble. Place de la Bastille, place d'Italie, place de la Nation, à Montparnasse, à Saint-Lazare... au même instant, d'autres dizaines de publiphobes¹ pacifiques, joyeux mais déterminés patientent.

La première action directe de ce type, le recouvrement systématique des espaces publicitaires le long des quais et des couloirs du métropolitain, date de mi-octobre et toutes et tous, qui avec un pinceau et un pot de peinture, qui avec un marqueur, qui avec des mots, qui avec ses mains ballantes mais prêtes à aider, attendent le départ pour essaimer une idée: stop à la publicité et à son cortège de nuisances.

19h30. Un groupe de plus de 50 personnes s'engouffre dans la bouche béante, immédiatement accompagné par quatre vigiles de la RATP visiblement contraints au sourire forcé et à l'ironie par la disproportion des forces en présence. Direction la gare de l'Est en troupeau encore passif. Là, première déferlante contre les toiles géantes - sous l'œil de 2 policiers postés sur le quai d'en face et qui s'enfuient soudain à toutes jambes - avant de rejoindre un autre groupe devant le couvent des Récollets. Après une brève hésitation, quelques personnes auraient été contrôlées au départ de l'action, le cortège de plus de 80 personnes rejoint définitivement le sous-terrain infesté de publicité pour une opération d'hygiène publique, dans la bonne humeur et avec la volonté d'entraîner derrière lui le vaste monde des usagers.

22h45. Je ressors à l'air libre. Une vague odeur de peinture flotte encore autour de moi. Le groupe, lui, continue, toujours étoffé,

direction Porte-d'Orléans. Depuis plus de deux heures, des dizaines de panneaux publicitaires, eux uniquement, subissent les foudres du coup de pinceau et de la colle à tapisser. Les quais, quand la rame file, ressemblent à une exposition de Basquiat: de larges croix blanches barrent les affiches, des slogans, des aphorismes s'y rajoutent. Les couloirs sont plus déshabillés que recouverts, les pans de papier sont ramassés et jetés à la poubelle. Les panneaux lumineux sont consciencieusement commutés off pour économiser l'énergie.

Les passagers mi-amusés mi-stupéfaits accueillent plutôt favorablement l'action. De station en station, pas de réactions d'hostilité ni de provocations. Pourtant les rames sont bondées et l'heure propice aux débordements. Des tracts distribués pendant que les peintres s'affairent leur permettent de méditer sur le reste du trajet. Certains demandent des précisions, évoquent l'action du 17 octobre, déchiffrent les inscriptions et commentent.

Et dire que sur tout le réseau, au même moment, la publicité commerciale s'efface pour ne pas réapparaître demain, barbouillée par la résistance à la marchandise et au spectacle généralisé.

Le seul incident constaté jusqu'à cette heure, et avec ce groupe, l'arrestation d'un camarade, aura été vite résolu grâce au nombre et contre l'acquiescement d'une amende - et le pot de peinture repartira même avec lui.

Monsieur Frédéric

1. Enseignant-e-s, chômeur-se-s, chercheur-se-s, intermittent-e-s, personnel de santé, archéologues, précaires, fonctionnaires, étudiant-e-s, architectes, urbanistes, informaticien-ne-s, etc.

La publicité fait dérailler la RATP

200 A 300 personnes lors de la première action le 17 octobre, plus de 500 personnes lors de la seconde action le 7 novembre: il n'y a plus de doute, les publicités du métro sont dans une mauvaise passe. Des fous furieux s'attaquent de manière sauvage au métro? Non, seulement des publiphobes pacifiques et joyeux, mais organisés et équipés qui passent en revue à grands coups de pinceaux et de peintures les pubs une à une.

La RATP cherche des solutions à ce dossier épineux. C'est tout d'abord l'arsenal répressif qui est utilisé: ils ont lâché leurs chiens ou plus exactement leur milice, c'est à dire les GPSR, aidés des forces de l'ordre de la République. Entre temps, le 6 novembre, juste avant la seconde action, ils s'engagent aussi sur la « voie » juridique: par une lettre d'huissier remise en main propre, Metrobus, régie publicitaire de la RATP demande à Ouvaton de fermer sans délai le site stop.ouvaton.org « qui appelle, de façon non équivoque, à la dégradation des espaces publicitaires dans le métro parisien ». C'est que, si l'hébergeur Ouvaton n'obtempère pas, Metrobus le menacerait de le poursuivre en justice sous prétexte de complicité à des personnes auteurs d'un délit...

L'hébergeur Ouvaton n'a qu'une seule réponse: « En deux d'existence d'Ouvaton, c'est la seconde fois qu'un auxiliaire de justice procède ainsi à une mesure d'intimidation à l'encontre de notre coopérative d'hébergement (3450 sites hébergés). Celle-ci a par ailleurs répondu dans les plus brefs délais à 3 requêtes judiciaires véritables. L'expérience montre le faible nombre de litiges et leur nature essentiellement civile. Rien qui n'exige la légalisation de procédures extra-judiciaires... qui seraient elles-mêmes génératrices de très nombreuses contentieux en même temps qu'elles institutionnaliseraient une sorte de privatisation de la justice. Alors que l'examen en seconde lecture de la LEN [Loi sur l'économie numérique] est proche, la coopérative renouvelle son attachement à l'équilibre de la législation actuelle et proteste vigoureusement contre les comportements de ceux qui feignent d'ignorer les règlements qu'ils sont censés faire appliquer. »

Pour résumer, à travers la future LEN, nos amis législateurs souhaitent confier aux hébergeurs un rôle de juge et de censeur: cette loi renforce la responsabilité des hébergeurs, qui seront tenus de supprimer l'accès à un contenu potentiellement préjudiciable, dès

qu'un tiers leur aura simplement notifié qu'il s'estimait lésé. Jusqu'ici, pour fermer un site, il fallait lancer une action en référé... procédure plus longue et plus coûteuse. C'est donc une véritable chape de plomb qui va tomber sur le Net, nous éloignant toujours un peu plus de pratiques démocratiques.

Mais au-delà de cette démocratie qui s'effrite, on cause ici d'autre chose que le seul combat juridique ne pourra pas étouffer. On cause de pubs qui nous agressent quotidiennement dans le métro, notre quartier, nos journaux, nos boîtes à lettres et je ne sais où encore. Écoutez ces experts en marketing qui essaient de trouver chaque jour de nouveaux emplacements publicitaires. Et ces banlieues ravagées par les panneaux de 4 mètres par 3, alors que dans le 16^e on ne trouve que couic... Ces blondes livides prêtes à affoler notre libido pour nous vendre... un yaourt! Anodin? Non, car progressivement suite à ce matraquage, nous acceptons une par une des normes qui standardisent nos désirs, notre perception des autres et finalement qui nous imposent une société que nous ne sommes même plus capables de contester. La consommation comme seul objectif et des idées rétrogrades comme seule réflexion. Voilà le problème qui est posé, auquel ne veut pas répondre la RATP et autres responsables de cette situation.

C'est qu'il y a de quoi s'inquiéter: un site sur Internet, quelques tracts et voilà 500 personnes qui défigurent le métro parisien mondialement connu! Comment combattre contre de tels agissements qui en plus ont le culot d'être populaires? Mais où va-t-on? Pendant combien de temps ça va durer? On va pas tout de même interdire à la vente les pots de peinture? Et si l'idée leur venait de sortir du métro? Voilà leur peur, voilà notre espoir. Des actions comme ça, nos responsables n'en veulent pas. Des champs d'OGM fauchés en un temps et trois mouvements, des trains nucléaires qui ont un mal fou à arriver à destination, des systèmes d'échanges locaux non marchands, les expériences éducatives alternatives, des squats que l'on a beau fermer et qui s'ouvrent toujours plus dans nos villes, et ces ouvriers qui occupent leurs usines et menacent de la faire péter... Quoi? Seulement des hommes et des femmes qui tentent de prendre en main leur vie.

François
Claaaaaash



Quand l'autruche éternue...

Tel père tel fils de

« Quarante ans après l'indépendance de l'Algérie, c'est un peu tard pour ressortir des balivernes. » De Gaulle, fils de.

Baliverne: n.f. Propos frivole, sornette. Synonyme de: arrestations, disparitions, exécutions, tortures, viols, mutilations, massacres, cadavres, Papon, 17 octobre 61. Pour le fils De... Gaulle, autant de sornettes.

Des nouvelles du vote utile

« Le Parti socialiste a travaillé. Nous sommes maintenant opérationnels. » Laurent Fabius, futur Jospin.

Le PS sera donc présent aux prochaines élections! Celles et ceux qui craignaient de ne plus pouvoir voter à gauche tout en continuant de soutenir une politique de droite sont, nous l'espérons, rassurés.

Un peu de science politique

« Le b-a-ba de la vie politique est de savoir parler en mangeant et manger en parlant. » Alain Juppé, affable à table.

Et pis, pour être élu, y faut aussi savoir nouer ses lacets tout seul.

Un peu de modestie

« On nous avait annoncée la rentrée la plus brûlante du siècle. Et bien, je peux dire en toute modestie que nous avons assisté à la meilleure rentrée du siècle. » Luc Ferry, ministre du siècle. Sachant que le siècle en question vient à peine de commencer, Nostradaluc Ferry est donc en train de nous prédire 97 rentrées encore pires que celle-ci? On souhaite bien du plaisir aux enfants qui rejoindront l'école en 2099.

Un peu de « On se doit »

« On se doit de constater qu'Israël n'est pas en posture de conquête, mais en posture d'assiégé. » Finkelkraut, pataphysicien.

Qu'Arafat retire ses chars, lesquels assiègent depuis deux ans Jérusalem en ruine. Que les avions palestiniens cessent de bombarder la Knesset. Que l'autorité palestinienne renonce officiellement à l'implantation de colonies aux abords de Tel Aviv, et alors Israël acceptera de discuter. Peut-être.

Dialogue social: ça marche!

« Ce que demande le Medef n'est pas toujours idiot. » François Fillon, toujours ministre.

Seillière, de son côté, veut bien admettre à demi-mot que ce que dit Fillon n'est pas toujours complètement con.

Fredo Ladrisse.

(sources: Europe 1, le Figaro Magazine, France Info, Libération, le Monde).

c'est toute

... la jungle qui s'enrhume

Boutin ou la réaction polymorphe

Quand l'égérie de la droite conservatrice joue les vierges, l'intégrisme n'est pas loin.

MAIS QUI DONC a soufflé à Raffarin de missionner Christine Boutin sur un rapport « pour sortir de l'isolement, un nouveau projet social », dont un des volets porte sur le suicide en France? Elle y mentionne la « sursuicidité » chez les jeunes homosexuels, « due à la solitude et à l'isolement social », mais ne propose en revanche, aucune solution concrète. Elle se contente d'un flou artistique et suggère la création globale d'un « dividende universel » mensuel de 330 euros, pour remplacer le RMI. Aucune véritable politique de prévention du suicide, appuyée par des études objectives, fondées sur le soutien au monde associatif et doté de moyens conséquents.

Ce manque de motivation pour aller au fond du sujet est-il étonnant de la part d'une femme qui organisait une manifestation contre le Pacs en 1999, réunissant tout ce que ce pays compte de réactionnaires, d'intégristes religieux et autres militants néo-fascistes, parsemés dans la manif. Les slogans sont d'ailleurs édifiants: « sales pédés, brûlez en enfer », « anormaux, vous êtes des animaux ».

« arrêtez de nous faire chier avec votre sida », « les pédés au bûcher » Le lendemain, elle tient cinq heures, en haut du perchoir de l'Assemblée, brandissant sa bible, pour tenter de faire par tous les moyens, capoter la loi. Mais la Boutin ne s'en prend pas qu'aux « animaux anormaux »

Si après ces précisions, les jeunes homos dépressifs et suicidaires ne comprennent toujours pas pourquoi et surtout, par qui elle a été nommée « Madame anti-suicide ». À leur place, je commencerais à militer et à me faire sérieusement du souci. En effet, notre vigilance ne doit pas s'arrêter à ce coup d'envoi: je ne serai pas étonné de l'entendre très vite reprendre sa rengaine favorite sur « les beautés cachées des embryons sacrifiés » par quelques « avortuses », qui revendiquent, avec les jeunes homos « suicidaires », le simple droit au choix...

Patrick Schindler

Groupe-claaaasha@federation-anarchiste.org

Bayrou va se sentir moins seul

ON ne verra sans doute plus leurs petits poings rageurs au bout de leurs bras musclés. Nos bons vieux ligards nous ont fait une surprise comme eux seuls savent en faire. C'est vrai qu'abandonner en rase campagne la dictature du prolétariat, ça va en frustrer quelques uns.

Hé non Besancenot, désolé mais tu seras jamais dictateur. Heureusement dans un sens parce qu'avec des marxistes au pouvoir en France, je demande immédiatement l'asile aux Etats-Unis.

M'enfin bon une page se tourne. Plusieurs décennies après le PCF voilà la LCR qui se sent si près du pouvoir, si près, si près. Pour un peu on en chialerait de bonheur. Allez Krivine encore un effort. One more step, man! Il ne te reste plus qu'à débaptiser Rouge en l'appelant Rose Pâle, y mettre des mots fléchés et pourquoi pas Pif le Chien le résultat des courses, l'horoscope pendant que tu y es, et c'est bonnard. Essaie, tu verras ça fait pas mal. Marchais l'avait testé pour nous et t'as vu le résultat. On en rigole encore. T'auras toujours Arlette pour te chauffer sous les bras. T'as qu'à lui laisser

la rubrique Courrier du coeur. Un truc du genre la Quatrième Internationale sera le genre humain quand j'aurais adhéré à l'UDF.

Bientôt on ne parlera plus de Luites de classes et pour un peu ils vont tous adhérer à la CFDT. Ca serait vraiment le pompon. Et oui, on fait du vieux avec du neuf. Et ça c'est vraiment ré-vo-lu-tion-nai-reuh! On pourrait presque penser que ce reniement idéologique n'est pas étranger aux futures échéances électorales. Une fois encore les mauvaises langues sont de mauvaise foi.

Bref faudrait quand même pas que ça nous empêche d'avancer tout ce fatras. C'était juste histoire d'en ricaner un peu. Des marxistes ramollos c'est toujours un peu de liberté en plus. Et le lundi de Pentecôte qu'on supprime c'est la Fête de LO qui saute. Raffarin n'épargne rien aux hordes trotskystes toutes prêtes à nous mordre les mollets. Y'a plus qu'à la faire le 11 novembre, jour des Anciens combattants.

Jean-Pierre Gault

Raffarin contre les marchés

ATTAC a trouvé un suppôt de choix en la personne de notre premier ministre. Avec l'approbation bruyante du Medef et celle plus réservée de l'Épiscopat, le gouvernement nous sucre un jour de flemme. Pas que les tobinaras soient des fanatiques du travail – en dehors de celui, particulier, du chapeau. Mais là, franchement, ils devraient applaudir: la Sainte Trinité qui casse d'un coup d'un seul avec l'économie de marché...

Vous n'avez peut-être pas compris. Je m'explique. En système marchand, la production est réglée par l'offre et la demande. La demande solvable, s'entend. Quand l'offre dépasse sa consœur, les prix chutent, les ouvriers sont jetés dehors, et la production baisse. Quand la demande est supérieure à l'offre, les prix montent, les capitalistes achètent des machines ou des bagnoles en Chine et la production grimpe. Dans les deux cas, tout revient à la « normale » par le jeu du marché libre. Bref, du point de vue du marché, il ne sert à rien de forcer la production vers le haut: la correction interviendra très vite. Donc il est

sûr que le gouvernement envisage, secrètement, la mise en place d'un secteur d'économie dirigée, inspiré du modèle soviétique. Ce qui selon moi devrait réjouir Nikonoff.

Il y a bien une autre possibilité, mais allez imaginer que l'État est aux mains de fieffés salauds, assez culottés pour nous faire une chose pareille! Si on suit le petit raisonnement que je vous ai livré plus haut, une augmentation forcée de la production¹ se solde par une modernisation de l'appareil industriel: délocalisations, licenciements, réduction des services au public, etc. Toutes choses égales par ailleurs, comme on dit dans les traités de chimie, la même production est assurée par des travailleurs dont le salaire cumulé est inférieur. Le surplus s'engouffre dans la caisse des patrons.

J'insiste: **la même** quantité produite. Sous le règne de la marchandise, l'augmentation volontaire du temps de travail ne débouche pas sur un développement de la masse des biens et services produits, mais sur une redistribution, au profit des possédants, des revenus générés par le travail.

Donc, si l'inventeur de la suppression d'un jour férié – voire de deux jours chômés si le singe a la bonne idée de faire sauter un pont – ne l'accompagne pas d'une rupture avec l'économie de marché, son but ce faisant n'est pas de renflouer les caisses de l'État. Il sait très bien que pas un fifrelin n'ira là. Que le seul résultat à espérer est une augmentation de la misère et de l'exploitation d'un côté, de la richesse et du bien-être de l'autre.

Évidemment, dans ce cas où la tête de l'État est bien formée des charognes que suppose le choix délibéré d'appauvrir les plus pauvres, le devoir de chacun est de préparer son renversement urgent.

Pour moi, mon opinion est faite.

Moïse Cailloux

1. Sans augmentation de la demande, ce qui est le cas quand le produit, éventuel et momentané, s'en voit englouti dans le gouffre sans fond des déficits publics (comprenez: file direct dans les poches des banquiers).

Un appel pour un réseau interpro et intersyndical

LA MOBILISATION pour la défense des retraites et contre la décentralisation du printemps 2003 a montré la double faiblesse du syndicalisme actuel: la présence syndicale réduite dans le privé et l'absence de pratique interprofessionnelle. Ces faiblesses ont pesé lourd face au gouvernement et au patronat, les confédérations et principales fédérations ayant refusé de tout mettre en œuvre pour donner pratiquement un caractère interpro aux luttes. C'est une des principales leçons tirées par des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs. Dans de nombreuses villes et bassins d'emplois, des comités, des réseaux et des actions interpro ont été mis en place durant les grèves, tentant de palier aux carences des confédérations et fédérations sur ce terrain crucial pour le rapport de force et la construction du syndicalisme dans le secteur privé. Ainsi, la conscience qu'il est non seulement nécessaire mais incontournable de s'atteler à la tâche pratique de faire vivre et de développer le syndicalisme interpro a fait un pas en avant. Nous devons poursuivre.

C'est pourquoi, nous, militants syndicaux, appelons l'ensemble des grévistes et des militants à venir renforcer les Unions locales (CGT, Solidaires, etc.) déjà existantes ou à construire des structures interpro (différentes formes de collectifs interpro, union syndicale, etc.) là où elles ne sont pas encore une réalité.

Nous proposons également de tenir une rencontre nationale afin d'échanger sur nos expériences et de collectiviser les points forts de nos pratiques respectives. Depuis quelques mois

beaucoup de discussions se réfèrent à « l'interpro » mais au-delà des références théoriques, les expériences de terrain sont peu nombreuses.

Notre proposition ne vise ni à créer une nouvelle confédération, ni à perpétuer les manœuvres d'appareils pour « recomposer » le mouvement syndical, ni à fonder un énième forum sur le thème mais à relancer la pratique interprofessionnelle des Bourses du Travail qui permirent à la CGT de se développer en France au début du siècle. Sans aucun sectarisme par son caractère intersyndical, sans s'opposer ni se substituer aux pratiques et aux initiatives interpro des équipes militantes et des organisations syndicales, notre proposition s'adresse aux syndicalistes de terrain:

– pour échanger sur nos différentes expériences sur l'interpro; – afin d'apporter appui et aide directe aux luttes actuelles et futures.

Premiers signataires

Isabelle Banny, militante UL CGT Longwy; Abdel Mabrouki, Collectif Restauration rapide CGT, CGT Pizza Hut; Ali Tolu, DS et DP CGT Manpower; Vincent Duse, CGT Peugeot USTM Métallurgie; Patrick Bonnet CGT chômeurs Alès; Vladimir Charov, ancien secrétaire départemental CFDT Gironde; Eric Sionneau, Solidaires-SUD Indre-et-Loire; Stéphane Vyt, SUD Manutention aéroportuaire Plateforme Roissy,

La rencontre nationale se tiendra à Paris en décembre pour réunir les signataires de l'appel.

Contact: k.lampriere@wanado.o.fr

Le procès de Fumel

RAPPELEZ-VOUS le 15 mars 1999, ce jour-là une trentaine de militants (AC! Clash envahirent l'incinérateur de Fumel (Lot-et-Garonne) pour mettre fin à la pollution qu'il engendrait depuis 17 ans.

Suite à cette action non violente de salubrité publique, cinq militants firent de 15 à 30 jours de détention provisoire. Un sixième entama une grève de la faim de 32 jours afin de dénoncer la répression (contrôle judiciaire draconien, interdiction d'association donc obligation de démissionner de leurs mandats associatifs).

Le 17 septembre dernier, soit quatre ans après les faits, six militants comparaissent devant le TGI d'Agen. Une fois de plus, le déroulement de l'audience et l'attitude de la présidence a laissé à l'assistance (réduite à 20 personnes) une sale impression de justice à deux vitesses (quatre témoins, dont José Bové, récusés, tentative de déstabilisation des autres témoins) un minimum d'impartialité aurait supposé qu'on laisse s'exprimer les arguments à décharge que la juge d'instruction avait déjà refusé d'entendre. Des peines de prison de neuf mois dont un ferme pour quatre d'entre eux, de six à trois mois avec sursis pour les autres, ont été demandées par le procureur, prétextant que l'action des militants d'AC! Clash était beaucoup plus dangereuse pour la démocratie qu'un peu de dioxine! Un comble lorsque l'on apprend que plusieurs cancers de la thyroïde se sont révélés depuis dans le voisinage de l'incinérateur.

En décembre 1999, un militant inculpé, riverain de l'incinérateur, déposa une plainte visant ceux qui ont laissé empoisonner toute une population au mépris des règles élémentaires de santé publique (responsables du Syndicat mixte de l'incinérateur, administration en charge du contrôle de cette installation classée). À ce jour, cette plainte contre X n'est toujours pas jugée.

Le 19 novembre 2003 à 14 heures, le délibéré sera rendu au TGI d'Agen. Il est encore temps d'agir et de soutenir les militants d'AC! Clash, soit par votre présence (rassemblement et stand à 14 heures devant le tribunal) soit en protestant auprès du TGI, par courrier (TGI, Av. de Lattre-de-Tassigny, 47000 Agen), par fax ou par téléphone.

AC! Clash

Chômeurs libres actifs solidaires heureux

Comité de soutien aux inculpés de Fumel
31, rue des Gras, 63000 Clermont-
Ferrand Tél.: 04 73 36 66 44
ou 04 73 14 08 22

Le gouvernement attaque les pauvres

LE MEDEF EN A RÊVÉ, le gouvernement va le faire: transformer les RMistes en travailleurs encore plus précaires et donc plus rentables.

Aujourd'hui, le RMI est remis en cause. Cela gêne beaucoup le Medef et la classe politique, que plus d'un million de chômeurs échappent à l'obligation de travailler et de se faire exploiter à bas prix, en échange de 414 euros (2700 francs) d'allocations par mois.

Le patronat veut transformer le RMI en RMA (revenu minimum d'activité). Son objectif est d'obliger les RMistes de plus d'un an, par des menaces de radiations ou par d'autres méthodes autoritaires et répressives, à occuper un emploi à mi-temps pour 180 euros (1180 francs) de plus que le RMI actuel. Pire, l'État reverserait le RMI à l'employeur et par conséquent, celui-ci n'aurait plus qu'à payer 180 euros pour disposer d'un salarié à mi-temps. Cela constitue une aubaine pour le patronat. En effet, le RMA prépare de nouveaux plans de licenciements puisqu'il offre au patronat une main-d'œuvre corvéable à merci et qui ne coûte rien.

Par la même occasion, le gouvernement s'appête à réformer l'assurance maladie. Il prend pour prétexte le déficit de la Sécurité Sociale s'élevant à 15 milliard d'euros. La volonté gouvernementale et patronale est très simple: démanteler les services publics et donc réduire et à long terme supprimer les prestations sociales. À noter que les 19 milliards d'euros annuels d'exonération de cotisations patronales pèsent fortement dans ce prétendu trou de la Sécurité.

N'oublions pas que le secteur privé de la santé est majoritaire. La résultante est que les plus pauvres mourront, faute de ne pas pouvoir avoir accès aux soins et au contraire, les plus riches auront un plateau médical sur mesures.

Depuis plusieurs années, les travailleurs de la santé sont victimes du sous-effectif, une infirmière assurant un service toute seule est devenu un quotidien. Pour pallier à ce manque de personnels, les autorités publiques suppriment des lits, des services et voient des hôpitaux de proximité. Les dirigeants par souci de rentabilité gèrent des vies humaines, comme ils gèreraient des épiceries! Nous l'avons clairement vu, lors de la canicule en août dernier.

REFORME DE LA SÉCU



Toutes ces réformes passent comme une lettre à la poste, sous la complicité des organisations syndicales de salariés dites « représentatives ».

Les gouvernements successifs nous parlent de revaloriser le travail, et de le mettre au centre de la société. Mais que connaissent-ils du travail? C'est à nous travailleurs de gérer les usines et services publics et non pas à une poignée de dirigistes payés à récolter le fruit de notre production.

Il faut réagir et s'organiser pour effondrer la classe possédante et sa politique du capital. Aujourd'hui, le gouvernement touche également aux jours fériés, mais demain il remettra en cause les congés payés, les repos hebdomadaires... Il faut revenir à la culture et pratique ouvrières, celle de la solidarité, de la lutte de classe et non pas continuer dans les négociations (qui sont préjudiciables pour les travailleurs) avec le patronat.

Cessons d'être sur la défensive, passons à l'offensive pour qu'enfin nous prenions nos affaires en main!

Nico

groupe FA d'Ivry, CNT-BNF

La pédagogie ne peut qu'être libertaire

CHANGER L'ÉCOLE pour changer la société, cela a toujours été la grande idée des Sébastien Faure aux Célestin Freinet. En mettant leurs idées en pratique, tous ces pédagogues révolutionnaires ont, presque accessoirement, démontré qu'en même temps on apprenait beaucoup mieux.

Il y a une étrange ambiguïté dans toutes les réformes proposées par l'État depuis les années soixante et soixante-dix : elles impliquaient toutes une profonde transformation structurelle pour être appliquées et en même temps elles verrouillaient soigneusement le système... si bien qu'aucune n'a d'ailleurs jamais pu être appliquée. L'État ne faisait qu'essayer de prendre en compte l'apport des sciences cognitives. Et oui, pas plus que la médecine n'a pu en rester à la saignée, l'éducation ne peut en rester à une transmission simpliste des savoirs. Le problème c'est que se pencher sur la santé intellectuelle comme sur la santé tout court conduit à revisiter toutes nos croyances sociétales sur lesquelles on pensait que devait être assise toute structuration sociale.

Car c'est bien la découverte capitale du *XX^e* siècle : la vie est libertaire ! que ce soit les biologistes, les généticiens, les astrophysiciens, que ce soit à partir de la thermodynamique, de la cybernétique, de la systémique... on tombe sans relâche sur auto-construction, auto-organisation, non hiérarchisation, complexification, informations, interaction... Les nouveaux modèles scientifiques ne peuvent plus servir à cautionner les modèles sociétaux.

L'école a été conçue et continue de fonctionner sur le modèle tayloriste du *XX^e* : On détermine les caractéristiques de l'objet final et standardisé à obtenir (élève bachelier dans lequel doit être déposé un certain nombre de connaissances), on le découpe dans une succession de tranches (connaissances, compétences réparties dans un programme) dont le montage s'effectue dans divers postes (classes) où des ouvriers (enseignants) doivent greffer les pièces imparties à leur poste (programme) sur les objets (élèves) avant de les passer au poste suivant. L'école c'est encore exactement cela. Peu importe que ses finalités soient capitalistes, communistes, socialistes... la machine fonctionne de la

même façon et aboutit aux mêmes résultats.

Comme dans une chaîne industrielle, elle ne peut aboutir au résultat escompté (objet standardisé) que si chaque pièce (élève) arrive dans le maillon suivant correctement assemblée. Sinon la pièce est éjectée dans des rebuts pour y être compressée. Notre école fonctionnait très bien comme cela tant qu'il y avait des rebuts pour utiliser les pièces défectueuses. Si ces pièces provenaient comme par hasard de certaines catégories de la population, on mettait cela sur le compte d'une matière première (intelligence) nécessairement moins bonne. Cela s'est gâté dès que l'on a eu besoin qu'un maximum d'individus deviennent des élèves bacheliers, quelle qu'en soit la raison. Non seulement les « savoirs » ne se transmettaient pas comme des actions boursières mais la machine scolaire pouvait même écraser ceux qui étaient considérés comme privilégiés. D'où l'affolement actuel.

Qu'est-ce que nous ont appris les sciences cognitives depuis les Piaget et autres Vygotsky ? Disons grosso modo que nous ne naissons pas avec un cerveau préprogrammé mais que nos réseaux neuronaux vont se construire et se complexifier au fur et à mesure des interactions continues avec notre environnement. Et cela produit quoi ? Les langages. Que leur expression soit corporelle ou mentale, ce sont les outils neurocognitifs qui nous permettent d'appréhender l'environnement de nous en donner une représentation, d'y évoluer. La marche, la nage sont aussi des langages qui correspondent à des réseaux neuronaux qui se sont constitués. L'homme n'est que langages disaient Lacan ou Popper. Les langages écrits, mathématiques et scientifiques dans leur forme sociétale (codification admise pour l'instant comme universelle) sont ceux un peu plus dévolus à l'école. Les processus de leur construction sont les mêmes que pour tous les langages.

Et une connaissance ? C'est tout bonnement un ensemble d'informations que permettent d'appréhender les langages. Sans un langage scientifique et mathématique suffisamment évolué, je n'accéderai jamais à la théorie de la relativité ! Sans un bon schéma corporel, je ne ferai jamais du vélo (compétence). La vraie richesse libératrice n'est pas de

posséder des connaissances mais de pouvoir accéder aux connaissances.

Or que fait encore aujourd'hui l'école ? Elle « transmet » des connaissances à ceux qui disposent déjà des langages pour les appréhender... mais elle ne fait rien pour favoriser justement la construction de ces langages, elle tend même plutôt à rendre impossible leur évolution. Peut-on imaginer que l'on puisse apprendre à marcher à un enfant en enlevant tout objet à attraper, tout bipède autour de lui et en se contentant de lui faire faire de savants exercices de marche ?

Dès l'instant où l'on va vouloir aider tous les enfants dans leurs apprentissages (pédagogie presque par opposition à didactique !) on va se trouver dans la problématique de favoriser les interactions avec un environnement physique et humain (interrelations). Et les langages n'ayant de sens que dans des groupes d'humains, il va falloir favoriser l'existence de groupes (si l'enfant est dans un groupe de lous, il apprend la quadrupédie et les hurlements). Mais un groupe ne se fabrique pas par décision administrative. Comme toute entité vivante, son existence et son évolution vont dépendre d'un bon nombre de facteurs, entre autres la satisfaction des intérêts de chacun de ses éléments. Non seulement chaque enfant ou chaque adolescent est l'auteur de sa propre construction, mais faut-il encore qu'il participe à la construction du groupe dans lequel elle doit avoir lieu et pour qu'elle ait lieu. Et faut-il qu'il y ait des intérêts, de l'intérêt naît l'activité et l'activité nécessite et produit des langages, nécessite et produit l'auto-organisation des groupes.

La conséquence c'est la différenciation, l'individualisation des processus, l'autonomie des individus. Mais c'est aussi la nécessaire présence des autres pour réaliser ses propres objectifs, la mutualisation des ressources de chacun, la complémentarité, la richesse de l'hétérogénéité. Tous les apprentissages nécessitent la rétroaction individu/groupe.

La pédagogie, si elle a bien comme objectif de permettre à chacun d'aller au plus loin dans ses apprentissages, est nécessairement libertaire.

Bernard Collot

« Ici des petits syndicalistes comme toi, on n'en veut pas. »

Ça n'est pas de tout repos de s'organiser dans le privé. Et les patrons ne prennent pas toujours des gants pour faire savoir aux éventuels empêcheurs de profiter en rond ce qu'ils pensent d'eux.

JE VEUX vous livrer, avec un peu de recul, mon témoignage. Dans le privé, le mouvement social de ce printemps dernier a été, je pense, vécu de manières très différentes. Soit le conflit social est clair et la solidarité entre salariés est grande, soit c'est le silence total. L'entreprise dans laquelle je ne travaille plus pour très longtemps (métallurgie), se porte bien. Très bien même. Les bénéfices sont plus que corrects, les membres du directoire sont bien gras, ne vous faites pas de soucis pour eux. Néanmoins pour rester compétitive, elle doit se réorganiser.

Globalisation, quand tu nous tiens! Plan social inévitable nous dit-on. Mais sans licenciements, promesse solennelle de la direction devant les médias locaux. Juste quelques « délocalisations », euh pardon, des transferts d'activités et des « suppressions de postes », euh, des réorganisations internes de services en sureffectif global. C'est vrai ça sonne mieux. Un peu moins de 10 % de l'effectif du groupe en France voit donc son poste pudiquement supprimé. Mais, fort heureusement, la direction mettra tout en œuvre pour... (sentiment de lassitude et de fatigue extrême, la routine quoi). Pas de chance, je suis concerné. On me demandera en entretien presque de saluer et de remercier le travail remarquable des commissions paritaires, qui ont fait les choix les plus justes et les plus équitables. Ben voyons. À la grenade ça ira comme merci?

En plein mouvement, ce plan social ne pouvait passer inaperçu. Dans l'entreprise, pour le 13 mai, seul X mettra un petit mot pour inviter les salariés à la grande manifestation. Par tableau d'affichage interposé. D'un côté il vaut mieux que les syndicats l'annoncent comme ça. Syndicats « de direction » pour rester poli. Ils ont tous signé ce plan, après avoir négocié pas loin de cinq minutes. Pas une grève, pas une annonce, deux ou trois tracts pitoyables, quelques règlements de comptes... La plupart des responsables ou membres influents de ces sections ont des postes à responsabilités dans l'usine, des payes correctes et travaillent main dans la main avec la direction. Du coup la mobilisation des salariés est allée de pair: pas un arrêt de fabrication, pas une grève, pas une banderole, pas de solidarité. Personne ne se sent concerné. Désespérant. Le plus beau arrive ensuite. Que mon poste soit supprimé, rien d'extraordinaire jusque-là. Logique même. Jeune, capable de rebondir, peu d'indemnités, pas indispensable... Une réalité dans le privé.

Le problème c'est qu'une activité militante à l'extérieur et des idées peu communes, ça se sait. Des discussions animées avec les représentants syndicaux ça se voit. Des apparitions dans les médias locaux ou nationaux en lien avec ma militance, ça commence à faire beaucoup. Des tables de presse subversives les samedis, c'est trop. Un anarchiste dans le service,

vous imaginez, il va nous foutre le bordel partout... Bref, les motifs de suppression de poste sont vaseux: vous êtes arrivé en retard à des réunions (deux!), vos horaires sont irréguliers, même si votre compteur d'heures est excédentaire, plus diverses considérations économique-mondialistes vagues. Les non-dits sont criants par leur absence. Évidemment, comme promis dans la presse régionale pour l'annonce du plan social, aucun licenciement, ça ferait sale pour une entreprise si respectable. Et puis la DRH se détend un peu, annonce que de toute façon, il ne faut pas se leurrer, seul peut-être un tiers voire un quart des suppressions de postes pourront être effectivement reclassées en interne. Bien sûr ça la presse ne le dira jamais!

J'avais compris que je ne resterais pas longtemps là, la suppression de mon poste intervenant environ un mois et demi après l'annonce. La démission d'un « collègue » change la donne. Du coup, on se rappelle de moi et de mes qualités (sic!). Les entretiens sont un enchaînement de beaux discours, feints certes, mais touchants de mauvaise foi. Ça c'est la carotte. Le bâton, lui, arrivera de manière informelle, avec un de mes supérieurs hiérarchiques, au cours d'une discussion à son invitation dans son beau bureau. Le tutoiement est de rigueur, la franchise (?) aussi. De cette discussion, je veux faire un florilège de bienveillance paternaliste social-démocrate de droite. Je cite: « Oui, je sais que tu es impliqué dans les mouvements altermondialistes (sic!), je respecte beaucoup Attac et José Bové (re sic!), mais vous êtes là trente ans trop tôt (ah, médium?), moi aussi je m'y implique à ma façon (En virant des gens et en lisant les Echos?), j'admire ton engagement (de plus en plus drôle), je peux te former pour être représentant du personnel, si tu veux faire quelque chose ici (Je m'étrangle presque). » Au bout de ces dix minutes de banalités affligeantes et d'invitations à la compromission, c'est à mon tour de donner mon point de vue, d'argumenter... Ce sera rouge et noir! La réponse est brève et rapide: « Ici des petits syndicalistes comme toi, on n'en veut pas. »

Après quelques vagues menaces, voici ce qui m'est annoncé texto: « Si tu rentres dans un syndicat, si tu nous fous la merde, ça durera cinq minutes, le temps de monter à la DRH et de te virer, pas plus de cinq minutes. Tu pourras aller pleurnicher aux Prud'hommes, tu ne seras pas le premier et pas le dernier, mais tu peux toujours essayer si tu as du temps et du fric à perdre. Tu es prévenu. En plus avec déjà un licenciement dans ton CV, pense à ton avenir. » Je crois que si je lui avais dit que j'étais militant anarchiste, que j'avais détaillé un peu, j'aurais eu droit à l'exécution sommaire!

Rudejules
militant FA

La CGT et les grèves

Il y a deux semaines, nous publions un texte du groupe anarchosindicaliste La Sociale qui revenait sur le mouvement de mai-juin. Cet article, il fallait s'y attendre, a provoqué quelques réactions. L'occasion d'avancer ensemble dans notre compréhension des conditions actuelles de l'affrontement de classes !

Le texte complet « Retour sur le mouvement social du printemps » – nous l'avons assez nettement réduit, pour des raisons de place – est disponible sur le site de La Sociale : <http://perso.wanadoo.fr/anarchosindicaliste/> ou sur A-Infos : <http://www.ainfos.ca/fr/ainfos04108.html>

Virginie Benito

il

Il ne s'agit pas de créer une polémique, mais simplement de montrer que du point de vue où l'on se place, les analyses peuvent être bien différentes. Peut-on dire pour autant qu'Untel ou Unetelle est plus anarchiste que l'autre ? Ce débat est stérile et nous devons plutôt tenter d'analyser ce qui a bien marché et ce qui a fait défaut pour avancer ensemble et peut-être essayer d'avoir plus d'impact sur le prochain mouvement qui ne saurait tarder.

DES ANARCHISTES regrettent que la CGT n'ait pas appelé à la grève générale. C'est effectivement, comme l'écrit le groupe La Sociale dans le ML n° 1334 une critique qui peut difficilement s'entendre si on est attaché à ce que les salarié(e)s en lutte décident eux-mêmes de la suite de leur mouvement. Sauf que l'on peut penser qu'appeler à la grève n'est pas la décider, mais affirmer en tant que syndicat que c'est le seul moyen de parvenir à ses fins. Si, je l'avoue, j'ai été en colère le lendemain du 13 mai et le 12 juin de voir que la CGT n'appelait pas à la grève générale, je peux aujourd'hui entendre vos arguments, avec le recul.

Cependant, il ne faudrait pas, soit par manque d'information, soit par un aveuglement de chapelle (que je ne comprendrais pas, venant d'anarchistes) complètement occulter le fait que les dirigeants de la CGT ont, dans plusieurs secteurs et à plusieurs moments, empêché le développement de la grève.

Nous sommes, au groupe de Rouen, salarié(e)s dans divers secteurs, et pour plusieurs d'entre nous, syndiqué(e)s à la CGT, et tous, je pense, pourrions confirmer ce constat.

De la volonté délibérée des cadres de la CGT de freiner la lutte, nous en avons fait, sur Rouen, la triste expérience quasiment tous les jours (sept semaines de grève reconductible pour près de 50 % des enseignants, plus encore pour les remplaçants, et certains emplois-jeunes, et les Havrais, et encore pour les 20 % d'hospitaliers mobilisés).

Forts de nos dernières expériences de grève passées de 95 et 98, et, pour certains d'entre nous, bien d'autres encore, nous nous sommes dès le début organisé(e)s en assemblée générale de secteur, puis en assemblée générale d'agglomération, en comité de grève, puis assemblée générale interprofessionnelle et comité interpro.

Le comité de grève était composé de délégués mandatés révocables de chaque AG de secteur ainsi que d'un représentant de chaque syndicat et n'avait qu'un rôle de coordination. Que peuvent dire les anarchistes contre ce fonctionnement ?

En ce qui concerne le comité interprofessionnel, je rejoins l'analyse du groupe La Sociale, si on considère le fait que les délégués de boîtes (SNCF, chimie, EDF, hôpitaux, etc.) étaient pour l'essentiel des militant(e)s de la LCR – dont nous avons un important groupe sur Rouen –, sa légitimité est beaucoup plus critiquable, tous ne représentant pas forcément un secteur mobilisé. Certain(e)s militant(e)s profitent effectivement du peu d'expérience des autres à prendre la parole, rédiger des comptes-rendus, des tracts, etc. pour se placer systématiquement en avant. Je n'ai moi-même eu de cesse pendant cette grève de répéter que c'était le moment, que chacun pouvait apporter des idées, prendre part aux décisions, se faire mandater, et que l'on ne doit pas compter sur les militant(e)s professionnels. Il faut aussi reconnaître que bien souvent les gens sont paresseux et se disent que puisque d'autres se proposent et qu'en plus ils font cela très bien, pourquoi se forcer ? En effet, ce qui différencie les anarchistes des trotskistes pendant la grève se noue souvent autour des questions de pouvoir. Il est évident que, pour nous, la grève est éducative, on réfléchit à sa place dans le travail, on comprend que l'on peut changer collectivement les choses. Les trotskistes ne s'intéressent pas à cela, ils sont l'avant-garde et ne se préparent pas à l'autogestion, même s'il leur arrive de la prôner pour la forme !

Pour autant, doit-on renoncer à ces structures pendant la grève ? Je ne le pense pas. Car en effet, c'est au sein des AG que se crée une conscience collective, il y a dans le fait d'être en grève reconductible une émulation, une radicalisation des actions et des liens qui se tissent qui ne seront pas remplacés par quelques journées d'action éparées appelées par l'intersyndicale, comme cela a été le cas. Sans vouloir embellir une situation aujourd'hui un peu morose, il s'est créé, pendant cette grève, au sein de ces actions décidées à la base, un véritable sentiment de « résistance » qui sévit toujours dans l'Éducation nationale, ainsi qu'un réseau de relations toujours vivant. Cela, les directions syndicales sont incapables de le créer.

En ce qui concerne l'action de l'intersyndicale sur Rouen, depuis le début de l'année, le conseil CGT, CFDT, FSU, Unsa, et plus tard FO, se réunit et a continué à se réunir pendant la grève. Il n'a fait que suivre les consignes nationales et appeler à des journées sans lendemain, sur la plate-forme très minimale de janvier, voulant poursuivre l'unité avec la CFDT. À part la FSU, l'Unsa, le Sgen, FO-éduc et la CGT-éduc, qui étaient présents dans les deux structures, le conseil intersyndical a depuis le début du mouvement nié la légitimité des assemblées générales et de leurs décisions. De plus, il a toujours refusé la présence de délégué(e)s de SUD, ainsi que celle d'un représentant du comité de grève. Le jeu de la FSU, souhaitant ménager l'une et l'autre structure est apparu un peu flou. Le jeu de la CGT était sans équivoque : les AG n'ont pas de raison d'être, il n'y a pas de grève en dehors des journées nationales d'action, le reste n'est que folklore et agitation.

Une suite de ratés

Le 1^{er} Mai, où la mobilisation a été très importante, les enseignant(e)s appelaient à une AG interpro, souhaitant étendre la grève aux autres secteurs. Les élus CGT ont fait barrage : quand j'ai demandé que cela soit annoncé au



micro, je me suis fait jeter « comme une malpropre » ! (voir la revue *les Temps maudits*, sur le mouvement où un camarade de la CNT de Marseille relate le même événement... Bizarre !)

Une autre fois, nous avons bloqué le pont de Brotonne à 5000, venus de toute l'académie, l'intersyndicale voulait appeler en même temps à une manif à Rouen et a eu bien du mal à changer l'heure, nous obligeant tout de même à écourter une AG départementale, réunie à Yvetot.

La manif du 13 mai était énorme et regroupait pour la moitié des enseignant(e)s en grève. La CGT a refusé de faire passer le cortège devant le rectorat, comme cela avait été décidé en AG, voulant coûte que coûte « tenir » les décisions du conseil syndical.

Le 23 mai, était décidée en assemblée générale une manif de nuit. Pour sa part, le conseil syndical a appelé à une manif à 17 heures. Résultat : 50 pour la manif de l'après-midi, 2000 pour la manif de nuit !

Le summum de la brutalité imbécile a été atteint quand un collègue a été sorti manu militari de la réunion du conseil syndical par le secrétaire départemental de la CGT, alors qu'il avait été élu pour représenter le comité de grève, sous prétexte qu'il était à SUD-Éducation !

Pour clore sur ces quelques exemples, fin juin, la CGT, qui ne voulait pas être en reste, a appelé à une AG interprofessionnelle dans la banlieue rouennaise. La salle était quadrillée de part en part de gros bras machos, qui faisaient la claque aux cadres qui intervenaient et huaient toute personne osant appeler à la grève. Si on croyait que les tristes temps du stalinisme étaient révolus : on se trompait !

Le choix pour certain(e)s enseignant(e)s d'être à la CGT, pour être « avec les travailleurs », dans le grand syndicat, ne les a même pas aidés, puisqu'ils n'étaient pas du tout entendus, n'avaient, eux non plus, aucune voix au chapitre, alors qu'ils étaient les

personnels les plus mobilisés. Plus d'une fois, nous avons constaté de la défiance envers les enseignant(e)s en lutte, qui seraient des salarié(e)s à part, alors que nous avons fait un énorme effort vers l'interpro avec blocages, distributions de tracts, appel à des actions communes, et revendiquions le retour aux 37 ans et demi pour tous !

Il est évident que la grève reconductible gêne fortement les gros syndicats, en particulier la CGT, parce que là, des AG quotidiennes se tiennent, des décisions sont prises et en plus, les actions sont réussies. Faute de vouloir s'appuyer sur une base très mobilisée, la CGT s'est coupée d'un bon nombre de secteurs en lutte, et une nouvelle fois, a fait la démonstration de son fonctionnement hiérarchisé, antidémocratique et pour le moins sectaire.

Pour ma part, je pense que l'on doit analyser l'échec de ce mouvement en regard des difficultés pour certains secteurs publics (notamment les transports) et privés à se mobiliser, le manque de volonté des enseignant(e)s à reporter le bac, seule possibilité de blocage, mais également à l'attitude de la CGT.

L'incapacité dans laquelle la gauche se trouvait de proposer une alternative à Raffarin a sûrement joué dans le manque de volonté de la CGT à radicaliser la lutte.

En effet, celle-ci, en voulant rester à la conduite d'un mouvement et en voulant rester crédible auprès du gouvernement, après avoir passé des accords obscurs avec le PS (espérant sûrement encore s'asseoir à la table des négociations), non seulement n'a pas suffisamment mobilisé sa base, mais a constitué le plus souvent un véritable frein à l'extension de la lutte et à la prise en main de celle-ci par les salarié(e)s eux-mêmes.

Ouvrir à la construction d'une alternative syndicale, offensive et autogestionnaire, à l'extérieur des syndicats majoritaires, ou tenter de l'intérieur de radicaliser et imposer des modes de démocratie directe : voilà le boulot des anarchistes !

V.B.

Les dieux boliviens ont toujours soif

HIER, veille de la Toussaint, les représentants du gouvernement bolivien, de l'armée et de la police (les officiers évidemment) assistaient à une messe pour se souvenir des morts de la « guerre du gaz ». Au sujet du gaz : on tourne donc toujours autour du pot. On peut aussi parler des accords du Fond monétaire international, Carlos de Mesa Guisbert, le nouveau président bolivien, ne modifiera pas d'un poil la politique économique néolibérale entamée par Goni, son prédécesseur. Ces accords prévoient l'exportation du gaz vers les États-Unis.

David Greenlee, important personnage politique bolivien, ambassadeur des États-Unis élu par personne, a toujours son mot à dire, surtout quand on ne voudrait pas l'entendre. Il faut, selon lui, respecter les accords du FMI et il ne faut pas oublier une petite préoccupation en suspens qui est l'éradication de la coca excédentaire.

À El Alto, le gouvernement a désamorcé la bombe sociale à retardement qui est l'Université publique de El Alto, l'un des principaux secteurs mobilisés dans la ville la plus jeune du monde. Il a concédé enfin à l'Université un semblant d'autonomie, après tant d'années de luttes contre la mainmise politique et religieuse.

Les « paysans sans terre » Aymara et Quechua envahissent les énormes propriétés des politiciens qui ont courageusement fui aux États-Unis et les affrontements avec les forces de l'ordre ont encore été violents. Les blessés gisent toujours dans les hôpitaux, sans aide du gouvernement malgré ses promesses d'indemnités. Sinon, la classe moyenne est contente. Il ne faut pas oublier qu'elle s'est mobilisée tardivement en sortant dans la rue en tapant sur des casseroles (on fait comme en Argentine, on lutte) avec ses femmes de ménage et ils ont aussi fait une chaîne humaine pour la paix.

« Aujourd'hui, nous nous sommes réunis et nous nous sommes déclarés en état d'urgence, nous avons donné un délai de 90 jours au gouvernement pour qu'il remplisse nos demandes. Sinon nous allons nous mobiliser à nouveau, nous exigeons un procès de responsabilité à l'encontre de Goni et aussi de Manfred et Jaime Paz Zamorra pour leur complicité avec l'ancien gouvernement, que se réalisent les connexions de gaz naturel à domicile, que les propriétés de Goni et de ses complices soient vendues et que l'argent aille aux familles des morts et des blessés, l'autonomie de l'Université publique de El Alto, que le gouvernement ne considère pas les dirigeants des associations vicinales comme des perturbateurs. » (témoignage de Don Oscar, Villa Ingenio, District 5 de El Alto) Les tyrans sont partis, mais la tyrannie est toujours là.

Huayna Willa

Tortillas réchauffées

Le 26 octobre, les électeurs de la capitale espagnole étaient appelés aux urnes afin d'élire les représentants de la chambre qui gouverne la ville. Le scrutin s'est conclu par une nette victoire de la droite dure d'Aznar, dont le parti remporte la majorité absolue. Une occasion pour les groupes madrilènes de la Fédération anarchiste ibérique de dire ce qu'ils pensent cette élection.

UNE FOIS DE PLUS, la classe politique nous convoque pour des élections et, comme d'habitude, ils prétendent nous convaincre que notre vote est fondamental. Rien n'est plus éloigné de la réalité. Avec les derniers événements survenus cette année, ils nous ont démontré en de nombreuses occasions qu'ils ont seulement besoin de nous pour légitimer et perpétuer leur immonde et écœurant pouvoir.

Lorsqu'il y a eu le désastre du Prestige, la tragédie aurait pu être pire encore, s'il n'y avait eu la solidarité et l'appui spontané des gens qui se sont mis à nettoyer les plages. Si on avait attendu l'intervention de l'État, aujourd'hui, la côte serait un long ruban noir.

Quand le gouvernement d'Espagne s'est mis à la tête des lèche-culs de l'impérialisme yankee pour occuper l'Irak, le peuple occupa les rues, manifestant son désaccord avec la guerre, participant à une grève générale que le gouvernement et les moyens de communication, ses laquais, taxèrent de minoritaire. Ils firent la sourde oreille et attaquèrent l'Irak. Quant à la mort de divers journalistes espagnols, le gouvernement d'Aznar ne considéra pas nécessaire de demander des explications aux assassins, comme le réclamait toute la société.

Avec la « fuite » de deux députés, on découvrit une filière mafieuse immobilière et les nombreuses sessions d'investigation et d'interrogatoires ne démontrèrent rien... Ou plutôt si : que tous ces gens ne sont pas dans la politique pour autre chose que pour leur propre bénéfice et pour faire prospérer leur commerce.

Ils sont tous tellement dans la merde qu'ils sont les premiers intéressés à ce que rien ne sorte à la lumière ; ils font seulement semblant et nous démontrent qu'ils ne représentent qu'eux mêmes et rien de plus.

Tous les jours, ils nous démontrent l'inefficacité du « système démocratique », ils nous

montrent que l'opinion du peuple ne les intéresse pas et que nous leur importons peu, comme le disent les groupes anarchistes depuis toujours. Et il semble que les événements nous donnent raison. Chaque jour, ils nous donnent davantage de raisons de ne pas aller voter.

Il nous est égal de savoir qui gagne les élections : les uns sont les continuateurs des mêmes politiques répressives, d'influences, autoritaires, antiprolétaires que les autres ont commencées. Mais nous avons une alternative : la démocratie directe, à laquelle tous et toutes avons la possibilité de participer dans tous et chacun des événements qui touchent notre vie, pour décider jour après jour. Ne pas déléguer à quelqu'un que nous ne connaissons pas ni qui ne nous connaît, qui pactisera avec celui ou celle qu'il voudra et qui fera avec notre vote ce qui lui semblera le meilleur pour ses propres intérêts, sans jamais nous consulter.

Nous ne voulons pas participer à ce système cruel, qui châtie les faibles et gratifie les hommes de pouvoir, et qui s'acharne toujours sur les plus vulnérables. Nous voulons décider de notre destin, nous voulons une société juste, égalitaire, sans privilèges pour personne. Nous proposons de s'organiser en associations, groupes anti-autoritaires qui luttent pour la liberté et la justice intégrale, pour notre dignité d'être humain, pour arracher au pouvoir les droits qu'il nous vole. Ne tombons pas dans le piège paternaliste qui fait croire que les idéologies se sont effondrées, que nous ne sommes pas capables de nous gouverner nous mêmes sans intermédiaires, que leur « système démocratique » est le meilleur (enfin, pour eux, il l'est, bien sûr). Les politiciens savent cela, mais souviens-t'en : nous n'avons pas besoin d'eux.

Pandora

Source : Tierra y libertad, octobre 2003

Sur le front de l'Est

La revue *HOBOCTb* (prononcez « Novost' », « les Nouvelles » en russe) a pour but d'informer sur les luttes du mouvement ouvrier de l'ancien bloc soviétique. Ses principes sont simples: anticapitalisme et antistalinisme, internationalisme et indépendance du mouvement ouvrier vis-à-vis des partis politiques. Nous reprenons ici quelques articles saillants du dernier numéro.

HOBOCTb, aux bons soins du CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex. Abonnement pour six numéros: 12 euros; pour douze numéros: 24 euros. Tout soutien est bienvenu!



Russe et payé, une utopie ?

La *PRAVDA* du 17 septembre informe que récemment le Comité des statistiques de la Fédération de Russie a publié une nouvelle étude sur les salaires impayés. Commençons par une information positive qui est relayée par la clique de Poutine: la somme des salaires impayés a baissé de 5,1 % d'août à septembre et de 9,6 % depuis septembre 2002. Dans l'atmosphère électorale qui touche aujourd'hui la Russie, Alexis Kudrin, le ministre des Finances, a longuement expliqué sa satisfaction devant la Douma le 15 septembre: depuis 1992, jamais les arriérés de salaires n'ont autant baissé! Cependant, la somme totale des salaires impayés dus aux travailleurs représente toujours 723 billions de roubles. Plus de 25 billions de roubles sont dus aux ouvriers de l'industrie; 4,705 billions aux salariés du secteur social et 813 millions de roubles aux travailleurs d'autres branches d'activité. Cette situation touche toutes les régions de Russie. Généralement, la grande presse, et en particulier la « presse moderne » (celle qui encense les réformes libérales) n'aborde pas cette question: des milliers de Russes travaillent gratuitement, subissent une exploitation accrue, dans des conditions proches de l'esclavage parfois, sans que cela n'émeuve outre mesure les médias. Évoquant un fait divers récent au Japon, où un employé, qui n'avait pas été payé depuis trois mois, a incendié son lieu de travail, entraînant la mort de plusieurs autres salariés, la *Pravda* se demande à quoi ressembleraient les provinces russes si tous les

enseignants et salariés de la santé non payés réagissaient de la même façon.

Pourtant, même si la majorité des travailleurs sans salaire continuent de se rendre au travail, la patience de la classe ouvrière russe a des limites. Des protestations ouvrières pour le paiement des salaires commencent à s'organiser à travers tout le pays. C'est ainsi que les travailleurs municipaux de la ville de Yeniseïsk (près de Krasnoïarsk) se sont mis en grève pour exiger le paiement de leurs salaires; l'administration municipale leur a promis qu'ils seraient bientôt payés, sans préciser si ce sera en octobre, en novembre ou décembre. Dans la ville de Vortuka, les transports en commun sont paralysés: deux tiers des travailleurs (soit 59 salariés) sont en grève, et six d'entre eux se sont même mis en grève de la faim depuis le 2 septembre. Le maire leur a proposé de leur verser 4,5 millions de roubles, et de leur payer le reste plus tard. Mais les travailleurs ont refusé ce compromis, et continuent la grève jusqu'à ce qu'on leur verse l'intégralité de leurs salaires. Ils ont également écrit au procureur et au président Vladimir Poutine, sans obtenir de réponse de la part des autorités.

Pour de nombreux ouvriers russes le problème des salaires impayés reste récurrent. S'il y a des protestations dans plusieurs villes, la majorité des salariés non payés continuent de travailler, tentant de survivre par ailleurs, par des boulots au noir ou grâce à leur jardin. Mais c'est peut-être bien une bombe à retardement, qui finira par exploser à la guele de nouveaux bourgeois et anciens bureaucrates...

Sans organisation pas de lutte, sans lutte pas d'avenir meilleur

La Rkas, confédération anarchosyndicaliste, perpétue en Ukraine la tradition du *Nabat* et de *Makhno*.

LA CONFÉDÉRATION RÉVOLUTIONNAIRE des anarchosyndicalistes (Rkas) est une union apolitique et révolutionnaire des travailleurs d'Ukraine, dont le but est la défense des droits et des intérêts des travailleurs.

La Rkas est une organisation indépendante de l'État, des structures commerciales et des partis politiques et elle lutte pour ses objectifs propres en particulier sur le territoire ukrainien.

La Rkas se base sur les idéaux de l'anarchisme révolutionnaire et sur les méthodes de l'anarcho-syndicalisme, dans la tradition de ses prédecesseurs, le mouvement makhnoviste des années 1918-1921.

La Rkas peut travailler avec d'autres organisations syndicales, anarchistes ou anarchosyndicalistes, en Ukraine comme ailleurs. Elle peut adhérer à une organisation internationale ou avoir des contacts avec elle.

Buts et tâches

Notre but essentiel est la réalisation d'une société libre et de formes de travail libres et égalitaires pour chaque être humain ainsi que pour la société dans son ensemble. Notre conviction est que le système existant du joug étatique avec son appareil bureaucratique et répressif doit être détruit, que le capitalisme

avec son exploitation du travail salarié pour les intérêts des propriétaires des moyens de production doit être liquidé, et qu'une nouvelle société doit être construite, basée sur la plus grande autonomie des unités territoriales et de production, la propriété commune (socialisée) des moyens de production et de toutes les autres richesses sociales et naturelles: le communisme anarchiste libre (le socialisme sans État).

Pour réaliser ses buts, nous organisons la Confédération révolutionnaire des anarchosyndicalistes (Rkas) dont la tâche suprême est de réaliser la fin de l'ordre étatique capitaliste et de travailler pour le socialisme libertaire et sa réalisation (la révolution sociale).

Formes et méthodes quotidiennes

La Rkas forme des unions et syndicats d'ouvriers, de paysans, d'employés, de jeunes scolarisés et d'autres personnes salariées (ou qui n'exploitent pas le travail d'un autre), syndicats dont les buts sont:

- tout d'abord, la lutte pour nos droits propres dans le lieu de travail, contre les tentatives de l'État et du capital de limiter nos droits et nos intérêts, contre tout renforcement de l'exploitation et de l'oppression

- deuxièmement, la lutte pour la révolution sociale et la destruction du système étatique capitaliste.

Dans leur travail les syndicats s'attendent à ces deux tâches sans séparer l'une de l'autre.

Les méthodes de la Rkas sont l'action directe, c'est-à-dire la lutte des personnes concernées elles-mêmes pour leurs propres intérêts, sans passer par le biais d'un tiers (permanents, fonctionnaires, partis politiques, etc.).

La Rkas lutte pour le renforcement de la solidarité et de la conscience de classe de tous les humains laborieux, ainsi que pour le développement des liens interprofessionnels et internationaux des travailleurs dans le cadre de la lutte commune pour la révolution sociale. Aussi, la Rkas rejette toute forme de nationalisme, de racisme, et de privilèges de naissance, ainsi que tout ce qui divise le mouvement ouvrier international et affaiblit le mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste.

La Rkas se considère comme une partie du mouvement ouvrier anarchiste et anarcho-syndicaliste international.

Extraits des statuts de la Rkas

Aidons-les !

LES CAMARADES de l'Union locale de Brême de la FAU-IAA (Freie Arbeiter Union, section allemande de l'Association internationale des travailleurs) ont lancé un groupe de travail et de solidarité avec la Rkas. Voici quelques initiatives et projets des anarchosyndicalistes ukrainiens qui peuvent être soutenus.

« Ville de soleil », pour les enfants des rues

Avec la baisse du niveau de vie des classes populaires, l'Ukraine est actuellement confrontée au problème des enfants des rues, des gosses qui vivent dans les rues des grandes villes, vivant de mendicité, de petits larcins, voire de la prostitution. Le Centre alternatif des jeunes de la ville de Donetsk, qui travaille avec la Rkas et où certains de ses adhérents militent, a mis en place un travail régulier auprès de ces enfants des rues. Des étudiants en pédagogie, psychologie, médecine, ou des beaux-arts, membres du Caj, tentent ainsi d'aider ces mêmes en réalisant un travail social, en leur apportant de l'instruction, des soins et de la nourriture gratuite, etc. Ils essayent aussi de travailler avec les parents, quand ils sont connus, et tentent de construire un foyer pour permettre à ces enfants d'avoir une enfance, un soutien moral, une ambiance chaleureuse et une formation. Pour l'Ukraine actuelle, ce travail est un véritable projet pilote, la question des enfants des rues n'étant pas prise en compte par la société.

En plus d'un travail de partenariat avec des projets similaires en Occident, ou un soutien d'universités, les membres du Caj recherchent également un bus ou un minibus afin de pouvoir assurer le transport des enfants depuis les quartiers périphériques de la ville.

Boulangerie coopérative

La Rkas a pour projet la mise en place d'une boulangerie coopérative, boulangerie qui aurait pour but de produire du pain ou d'autres produits de première nécessité pour la population. Le pain devrait être ainsi gratuit pour les retraités (rappelons qu'une retraite en Ukraine, lorsqu'elle est payée, tourne autour de 8 euros mensuels) et les enfants des rues, alors que les salariés le paieraient selon leurs possibilités.

Comme il y a peu de sortes de pain en Ukraine, les camarades de la Rkas seraient intéressés par des recettes de pain, et naturellement seraient ravis de rencontrer des camarades boulangers d'autres pays.

Des moyens indépendants

Afin de pouvoir réaliser tracts et journaux rapidement et de façon indépendante, les camarades de la Rkas ont besoin de matériel. Si vous avez du matériel de reproduction en état de marche ou que vous savez où en trouver gratuitement, merci de prendre contact.

Pour tout contact ou information:
FAU-IAA Lokalföderation Bremen
Stichwort: Makhno
Postfach 10 56 74
D-28056 Bremen (Allemagne)
E-Mail: machnosoli@gmx.net
Internet: www.fau-bremen.de.vu

Page de solidarité avec la Rkas (en allemand):
http://www.machnosoli.de.vu/

Le business de l'aide humanitaire

EN EX-YOUGOSLAVIE, les impérialistes cherchent à contrôler la région, non seulement par le biais de troupes militaires, mais aussi par l'aide humanitaire. Le 9 septembre, le journal macédonien *Capital* publiait un article sur l'utilisation des fonds par les ONG occidentales, en particulier américaines, article qui démontre que 80 % des sommes récoltées par ces organismes reviennent... au pays d'origine et non pas à la Macédoine! Nous publions ici un extrait de cet article.

« Selon les experts du secteur non gouvernemental, une pratique très répandue veut que les étrangers donnent des aides, financières ou d'autre nature, et demandent ensuite d'avoir recours à des consultants extérieurs, au coût très élevé, dont les indemnités journalières et les frais de séjour en Macédoine dépassent largement les sommes allouées. [...]

» Un contrat avec une ONG américaine révèle que, sur un budget total d'un million de dollars, 300 000 dollars sont réservés à des consultants extérieurs, 500 000 aux frais généraux du siège de l'ONG dans son pays d'origine, et que seulement 200 000 dollars restent dans notre pays. Les Américains imposent toujours comme condition d'avoir recours à leurs consultants et à leurs équipements. Selon les experts macédoniens, 80 % des aides extérieures apportées dans le secteur non gouvernemental reviennent ainsi dans leur pays d'origine. [...]

» Selon le règlement intérieur d'une organisation américaine, qui fait partie des principaux bailleurs de fonds de notre pays, seules les organisations américaines peuvent recevoir des sommes supérieures à 20 000 dollars. Les consultants, selon les contrats qui nous ont été montrés, touchent des indemnités journalières comprises entre 700 et 1 500 dollars. Les agences japonaises fonctionnent selon des principes similaires

» Les étrangers qui travaillent dans des agences internationales présentes dans notre pays peuvent gagner mensuellement jusqu'à 10 000 dollars, en tenant compte des allocations de logement et de déplacement, ainsi que les billets d'avion pour les visites au pays d'origine. Le salaire maximal que peut espérer un Macédonien travaillant pour une agence étrangère est de 1 500 dollars. En moyenne, ces salaires vont de 700 à 1 500 dollars. En principe, les citoyens macédoniens qui travaillent pour de telles agences ne sont pas assurés, et leur emploi n'est pas protégé par le code du travail macédonien. Certaines organisations et agences internationales sont exemptées de toute taxe et impôt, ce qui n'est pas le cas des ONG macédoniennes [...]

Rentrée des luttes en Tchéquie

LE 1^{ER} SEPTEMBRE est traditionnellement le jour de la rentrée en République tchèque, mais cette année, pour de nombreux élèves, ce ne fut pas le premier jour de classe. En effet, 72 000 employés des 3 000 écoles de Tchéquie, soit la moitié du personnel, étaient en grève. La revendication principale portait sur une augmentation de salaire: un treizième et quatorzième mois payés à 50 % du salaire mensuel. D'autres catégories de travailleurs de la fonction publique ont également participé à cette journée en débrayant une heure pour demander des augmentations de salaire.

Les salaires ne sont pas le seul problème des enseignants: en effet, trois jours après cette grève qui fut la plus suivie dans l'éducation depuis 1989, le gouvernement annonce un projet de supprimer dans les trois ans un millier d'écoles non-rentables, projet qui devrait en plus s'accompagner du licenciement de 4 500 enseignants par ans (soit 13 500 enseignants en tout).

Autre problème de la réforme des finances publiques, une attaque contre les retraites. Une ouvrière des usines sidérurgiques d'Ostrava (Moravie du Nord) explique la conséquence de cette réforme: « Selon la dernière réforme, on a prolongé l'âge actif de quatre ans, et maintenant ils veulent ajouter encore quatre ans. C'est huit ans au total. Je devais prendre ma retraite à l'âge de 55 ans, et maintenant c'est 63 ans. Pour une femme, c'est terrible. Et j'évite encore de parler des salaires qui ne cessent de baisser... ». Aussi, le samedi 13 septembre, entre 15 000 et 20 000 travailleurs ont défilé dans les rues de Prague pour protester contre cette réforme anti-ouvrière.

Il semble bien que la combativité des travailleurs ne cesse de croître en République tchèque, les bureaucraties syndicales elles-mêmes haussent le ton, mais sont très loin d'être réellement décidées à organiser une mobilisation massive du monde du travail. C'est ainsi que le 12 septembre, Milan Stech,

chef de la Centrale tchéco-moldave des syndicats, la plus grande centrale du pays, a expliqué: « En ce moment, notre confédération n'a pas dans son scénario la grève générale. Si le gouvernement ne prend pas en considération nos revendications, et si en plus il se montre arrogant vis-à-vis de nous, cela pourrait aboutir à de nouveaux conflits sociaux. En tout cas les partis représentés au gouvernement sentiraient notre réaction lors des prochaines élections et notamment lors des élections législatives. Nous savons que les documents que nous préparons avant les élections suscitent un écho chez l'habitant. Ainsi, aujourd'hui le gouvernement décide, dans une certaine mesure, des résultats que ses candidats obtiendront lors des prochaines élections. »

Bref, on parle un peu de grève générale, mais finalement on ne propose rien d'autres qu'une « revanche aux élections », comme si le changement du personnel politique pouvait améliorer quoique ce soit aux conditions de vie de la classe ouvrière. Après la mobilisation du 13 septembre, le même bureaucrate a légèrement radicalisé son discours: « Je crois que la grève générale ne fait pas partie de notre scénario, mais on ne peut pas l'exclure si le gouvernement jetait nos revendications à la poubelle. Dans ce cas-là, on organisera des manifestations qui pourront avoir des impacts négatifs sur l'économie. Cette fois-ci, on a voulu les éviter... ». Toujours rien de bien clair, si bien que la réforme risque de passer comme une lettre à la poste en échange de quelques miettes données par le gouvernement.

Cependant, les discussions sur l'éventualité d'une grève générale dans la grande presse montrent bien que c'est cette méthode de lutte que craint la bourgeoisie. Mais pour construire une riposte à la hauteur des enjeux, la classe ouvrière devra également déborder le cadre des syndicats réformistes et ne compter que sur ses propres forces.

Les Moldaves sont dans la mouise

La Moldavie, pays le plus pauvre d'Europe, continue d'avancer vers le paradis libéral. Cet été, c'est avec joie que les dirigeants du pays ont reçu plusieurs tonnes d'aide alimentaire de la Chine! Cette simple brève rappelle les conditions sociales dramatiques de ce pays. Le 8 septembre, les syndicats de l'éducation ont organisé une grève (suivie à 45 %) pour les salaires. Une des revendications en plus d'une hausse de 100 % pour les jeunes enseignants et de 50 % pour les autres, est que l'électricité, la nourriture et le chauffage soient gratuits pour les salariés de l'éducation. Il faut dire que le salaire moyen d'un enseignant y est de 553 leis, soit, selon les chiffres officiels, 42 % du minimum vital nécessaire en Moldavie. Quant aux jeunes enseignants, tout juste diplômés, ils doivent se débrouiller avec un salaire tournant autour de 280 à 300 leis (soit 20 \$). Aussi, les rares jeunes diplômés qui, très motivés, choisissent réellement de travailler dans l'éducation (sur 2 500 diplômés des universités de pédagogie, ils ne sont que 300 à intégrer vraiment l'éducation nationale, les autres préférant chercher un autre travail) doivent, pour se nourrir, travailler également dans des fermes.

Source: Moldova ASI

Femmes à voile, femmes à poil

LE LIVRE de Chahdortt Djavann *Bas les voiles!* m'a poussé à vous livrer quelques réflexions nées de sa lecture.

Tout d'abord, les femmes sont enfermées sous le voile.

On pouvait s'en douter en voyant les cages ambulantes que sont les femmes afghanes. Leur corps est enfermé, privé de la lumière du jour et du regard des autres, cet autre qui nous établit en tant que sujet individuel par le regard, la rencontre et la reconnaissance de soi en l'autre. La femme voilée n'est plus un sujet.

Le voile est imposé aux filles et celles, qui par bravade et décervelage, le revendiquent sont au même niveau que ceux qui se revendiquent des cailleras. Elles essayent d'assumer une image qu'on leur a collée.

Si elles le font vraiment par conviction, car il doit y en avoir, il faut qu'elles se rendent compte qu'elles sont des atteintes aux droits des femmes, qu'elles sont une injure à la liberté et qu'en agissant de la sorte, elles privent d'un espoir leurs sœurs qui, dans les pays musulmans et dans les cités, se battent contre l'imposition du voile.

Ce n'est pas pour rien que les islamistes français envoient des femmes en tant que représentantes de leur fond de commerce. Cela leur évite d'être traités de machiste et prouve une soi-disant ouverture d'esprit.

Des esclaves venant défendre leur esclavage. L'oncle Tom de l'islam.

Les femmes voilées choquent le regard, attirent l'attention. Ce qui doit être un moyen de les cacher (le voile) les rend visibles. En religion, cela veut dire qu'elles sont devenues femmes, c'est-à-dire qu'elles peuvent être mariées, avoir des enfants. Elles sont devenues des objets sexuels à négocier. Après avoir assuré la grandeur du père en restant chaste, elles assureront la grandeur du mari en se volant et en faisant des enfants (masculins de préférence).

La femme voilée est un faire valoir de l'homme.

Tout comme le macho exhibe sa femme à demi nue (ou en rêve en achetant la voiture, les vêtements, le parfum qui la feront craquer, cette femme facile, frivole, sexy) le musulman exhibe sa femme voilée, soumise.

Les pauvres fillettes musulmanes subissent un véritable choc, un rite initiatique les privant de leur liberté de mouvement, liberté de corps.

Sur la plage, dans la rue, vous pouvez voir des gamines de 5, 7 ans jouer librement, en short, en maillot de bain, pieds nus. Puis, vient l'âge de raison, l'âge d'être femme. Alors finis

les jeux, finies les joies et l'amitié. C'est de la cuisine, du ménage, d'élever les frères et sœurs et de se préparer pour son futur mari.

Les hommes musulmans sont dans une relation ambivalente avec le voile. C'est lui qui leur a retiré leur mère avec laquelle il ne pouvait pas avoir de contact physique et c'est lui qu'ils imposent à leur femme (substitut d'un amour maternel passé?).

Pour l'anecdote, au Maroc, lors de mes dernières vacances, j'ai vu, dans un bus, une femme (enfin ce qui en restait sous les voiles, gants et autres tissus) avec son gamin qui pleurerait et le mari, à côté, stoïque. Le mari n'a pas pris le gamin pour le calmer et la femme se démenait comme elle pouvait pour remettre toutes ses voilures que son enfant dérangeait dans son agitation. Pas de caresse, pas de consolation. Simplement ne pas être visible.

Si nous nous arrêtons sur le voile islamique, ce n'est pas que nous oublions les autres religions qui imposent autant de pratiques anti-femmes.

Simplement, en ce moment, le voile islamique et son entrée dans l'école sont utilisés par tous les religieux afin d'en finir avec la laïcité et l'athéisme.

Pour preuve, dans un débat sur la laïcité ne sont invités que des croyants qui décident à quelle sauce nous allons être mangés.

Les écoles, les piscines (et quoi bientôt encore) reviennent sur le principe de mixité et de coéducation et rétablissent les séparations garçons/filles.

Plus de 100 ans de luttes égalitaires et émancipatrices rayés d'un coup de plume.

Le livre de Chahdortt Djavann se termine par un appel à l'interdiction du voile pour les mineures. Cette position peut sembler discutable et intenable mais il faudra bien aller au contact de ces filles, leur expliquer qu'elles se trompent, leur donner les moyens de se sortir de leurs prisons; et aux contacts de ces hommes qui s'enferment dans des rôles de dominants, perdant ainsi tout les plaisirs de l'amour librement consenti.

Une dernière chose. Ce n'est pas parce qu'on est maghrébin que l'on est musulman, ce n'est pas parce qu'on est arabe qu'on fait le ramadan.

D'ailleurs, près d'un quart des Marocains ne font pas le ramadan. Plus de la moitié des arabes français ne font pas le ramadan.

Il est temps de le revendiquer et de stopper l'hypocrisie, mère de toutes les croyances et de tous les sectarismes.

Fred

groupe Proudhon, Besançon

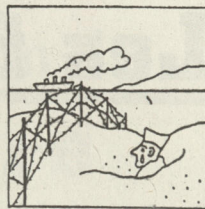




La esperanza y la ilusión
le dan una indigestión.



Embarcan privilegiados
y unos cuantos enchufados.



Si no ha podido embarcar
ha alcanzado aterrizar.

1939 : la France reçoit les républicains espagnols

Henri-François Imbert, *No Pasarán*, album souvenir

LE POINT de départ de ce film est la découverte par le cinéaste de six cartes postales dans un album photos de sa famille. Commence alors pour lui une quête qui durera des années.

C'est que les six cartes postales représentent des réfugiés républicains espagnols arrivant en France en 1939.

Le cinéaste reconstituera la série des vingt-neuf cartes éditées à l'époque par APA et complétera avec d'autres cartes provenant d'autres studios. La difficulté à retrouver ces documents se traduit dans le film par la lenteur. Lenteur du propos, longueur des plans qui permet de bien scruter et mémoriser ces images d'un grand intérêt historique.

Une lenteur de la quête s'étendant sur plus de dix ans pour reconstituer l'histoire de l'internement des réfugiés aux camps de Bram, d'Argelès-sur-Mer, de Gurs, etc. par l'État français voyant d'un mauvais œil l'arri-

vée de ces femmes et ces hommes qui ont été capables de prendre leur vie en main avant d'être chassés par la répression réactionnaire stalinienne et franquiste.

Imbert reste sur le terrain affectif et fait de son film une œuvre très personnelle. Ainsi, dans son périple quasi archéologique dans le monde des marchands et collectionneurs de cartes postales, il s'en tient aux seuls documents en sa possession et déduit un pan d'histoire qui de ce fait demeure très limité. Pourquoi pas, en effet, faire ce choix ? Mais le film en devient d'autant plus confidentiel – en plus de sa sortie dans peu de salles – et les non-initiés seront un peu perdus dans cette évocation sans « notes en bas de page » d'une partie de l'histoire de la guerre d'Espagne.

Une histoire prolongée en France où la mémoire a fait le ménage. Les camps de concentration seront l'antichambre de la

déportation pour des milliers d'Espagnols – bien plus que les six mille que compte le cinéaste qui se limite au seul document qu'il possède – une fois que l'armée nazie occupera la France. Le travail est déjà fait.

La France a été dégueulasse dans cette affaire et ce n'est pas une découverte pour nous, militants anarcho-syndicalistes. Mais nous ne rageons pas moins de voir sur une des cartes postales des soldats français et des phalangistes – qui font le salut fasciste – fraterniser à un poste frontière, à la bonne franquiste... franquette, voulais-je dire.

C'est bien la mémoire qui est l'enjeu de ce film. La mémoire familiale du cinéaste, la mémoire collective des réfugiés et des habitants des villages où se trouvaient les camps. Une mémoire pour dénoncer, réhabiliter, témoigner, ne pas recommencer.

Ne pas recommencer ? Le film se termine au camp de Sangatte où Imbert montre ses cartes postales aux réfugiés afghans, kurdes, etc. Il les fait témoigner. Rien n'a changé. Les camps de concentration : une tradition française ?

Des plans de mer calme ponctuent tout le film. Sur ces plages, les vacanciers ont succédé aux Espagnols internés. Tout est rentré dans l'ordre. « Bronzez bonnes gens, vous ne savez rien du passé et vous fermez les yeux sur le présent. »

Un film à voir en s'étant bien préparé et documenté sur la période pour l'apprécier à sa juste mesure.



Y con muy gentil donaire
le mandan a cambiar de aire.



Trabaja como un invidio
y se hace un capitalito.



La temporada termina
como un alma de sardina.

Dans les camps de concentration, les réfugiés espagnols continuent leur travail de toujours : la diffusion des idées. Une presse le plus souvent manuscrite, reproduite à quelques exemplaires voit alors le jour : c'est la « presse des sables ». Ces illustrations, documents rares, en sont quelques exemples.

Hervé

CNT-FAU Paris III

Les films à voir au FSL

fsl-sla.eu.org

Samedi 15 novembre

9h05: Les années Lumière, fin de siècle. Jean Chapot, 1994, 1h25, Doc. Une lecture, à travers les archives des Frères Lumière, des réalités sociales nationales et internationales de 1895 à 1900. Un modèle de documentaire.

10h30: À Tivaouane, Guillaume Burnod et David Rappe, 2001, 0h46, Doc. Des alternatives sociales et éducatives au Sénégal.

11h20: 11 novembre 1993, 1993, 0h10, Doc. 10 ans déjà, une manifestation libertaire unitaire place de la République à Paris pour dénoncer la guerre, les armées encore et toujours...

11h35: L'île aux fleurs, Jorge Furtado, 0h15, Doc. Cours d'économie non conventionnels

11h55: La privatisation de l'eau, Michael Schomers, 2003, 0h30, Doc. « Avoir accepté la privatisation de l'eau, signifie avoir accepté la marchandisation de la vie. »

12h30: Sur les traces de l'or des Aztèques, Roberto Sanchez, 1997, 0h45, Doc. Comment les colons ont tué les Indiens pour s'approprier leur or, comment l'Eglise Espagnole s'en est recouverte et enfin comment il a fini en 1936 à Moscou remis par les soins du PC espagnol...

13h30: Carlo Giuliano, ragazzo, Francesca Comencini, 2001, 1 heure, Doc. La manifestation anti OMC à Gênes, autopsie d'un meurtre.

14h30: Paroles de Bibs, Jocelyne Lemaire-Darnaud, 2001, 1h36, Doc. Paroles de Bibs est le droit de réponse des ouvriers de Clermont-Ferrand, le fruit d'une rencontre ludique, entre la littérature d'un grand patron, François Michelin, qui aime à dire: « J'aime parler des gens qui ne pensent pas comme moi, cela m'apprend beaucoup de choses, et la réalité quotidienne des hommes et des femmes dont il parle; ses ouvriers les Bibs. »

16h10: Une journée pour rebondir, Christophe Cordier, et Emmanuel Roy, 2003, 1h15 Doc. Retour sur le mouvement social du printemps 2003 contre la réforme des retraites. Dix jours avec les cheminots de la gare de l'Est en grève. Dix jours d'une drôle de grève où certaines stratégies syndicales prennent le pas sur la démocratie ouvrière.

17h30: La raison du plus fort, Patric Jean, 2003, 1h25, Doc.

Au lieu de combattre la pauvreté, on combat les pauvres. L'Europe: ses quartiers riches et ses banlieues de misère où se généralise la « tolérance zéro ». On construit une prison quand on ferme une usine.

19h00: Fascisme, le retour... Serge Gordey, Pierre Hodgson et Jérôme de Missolz, 1996, 0h52, Doc. Salo dans le nord de l'Italie, fut la dernière capitale de Mussolini, sous tutelle hitlérienne, jusqu'en avril 1945. Aujourd'hui, cette ville, comme toute l'Italie, traverse des élections. Beaucoup n'hésitent pas à se réclamer du fascisme...

20h00: À Spezzano, la démocratie directe comme alternative au pouvoir municipal, Guillaume Burnod et David Rappe, 2003, 0h35, Doc. A Spezzano Albanese, petite ville de Calabre, au sud de l'Italie, un groupe de femmes et d'hommes ont impulsé et animent une Fédération municipale de base (FMB). Fondée sur des pratiques d'auto-organisation et d'autogestion, celle-ci propose une alternative, sur le mode de la démocratie directe, à la gestion de la commune par les institutions municipales et leur principe de délégation de pouvoir. Arme de dénonciation publique, force de contestation et de proposition, école d'émancipation... c'est l'histoire et l'expérience de cette FMB qui vous sont racontées.

20h40: La stratégie de l'escargot, de Sergio Cabrera, 1993, 1h50, Film, VOST. Le programme de rénovation d'un vieux quartier de Bogota entraîne l'expulsion des locataires d'un immeuble. Déterminés à ne pas se laisser déloger, ils font face aux promoteurs en adoptant la « stratégie de l'escargot ».

Dimanche 16 novembre

9h05: 1^{er} mai 2000, Éric Jarry, 2000, 0h10, Doc. Manifestation libertaire du 1^{er} mai 2000 avec la participation de la fanfare des mineurs gallois.

9h20: Drôle de genre, Jean-Michel Carré, 2003, 1h30, Film. Film antisexististe qui se veut provocateur en inversant le rôle traditionnel auquel on s'attend d'une femme et d'un homme. Déroutant, il invite à la réflexion sur les rôles respectifs et les relations à créer.

10h55: Paul Robin, Richard Hamon, 2001, 0h13, Doc. Une pédagogie libertaire au début du xxe siècle.

11h15: Soumission à l'autorité. Deux parties, 1979, 0h20 et 0h44, Film Doc.

- Extrait du film de fiction, I comme Icare de Henry Verneuil

- Obéir ou résister: Sur les expériences de Stanley Milgram

12h20: Les héros ne meurent jamais, Patty Villiers, 1995, 0h12 Doc. Reportage réalisé en 1997 au Mexique sur les derniers survivants de la révolution Mexicaine menée en 1910 par Emiliano Zapata.

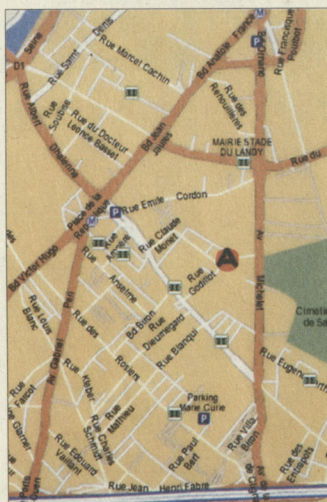
12h40: Parti les mains vides, Camille de Vitry, 1998, 0h59, Doc.

Réflexion sur l'immigration malienne en France, ou la survie dans le chaos du Sahel, sur la difficile condition de Sans-papier, sur la solidarité, la fraternité et autres valeurs...

14h00: Femmes affiches, femmes potiches, Lorie Decuny, 2002, 0h30, Doc. Contre le publicisme à Paris, un an de luttes du collectif qui combat la construction des genres dans les publicités.

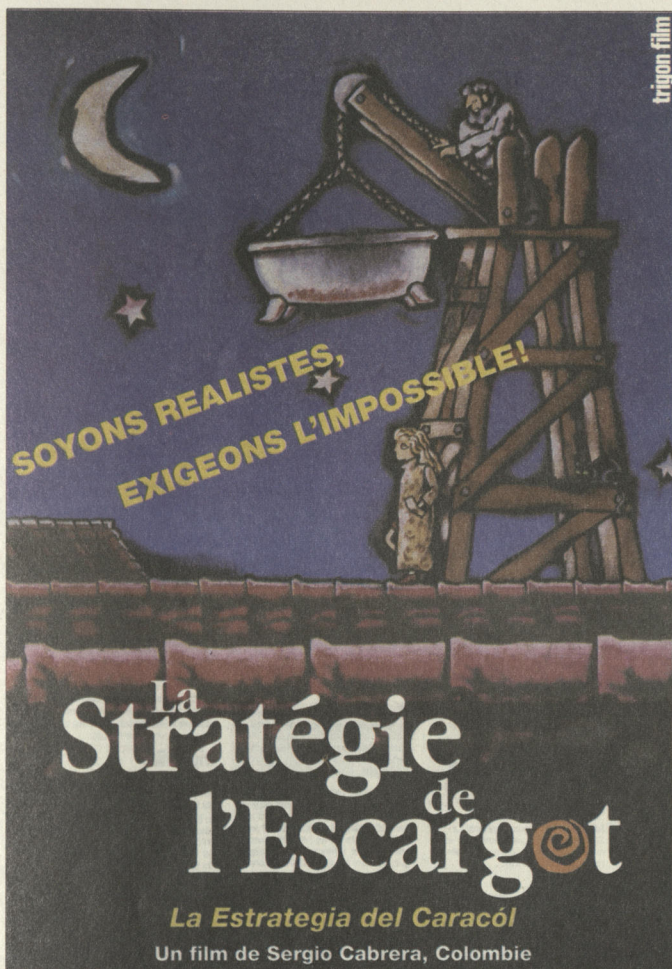
14h35: La ferme des animaux, J. Batchelor, J. Halas, 1954, 1h10, Film. Dessin animé d'après l'œuvre de Georges Orwell.

15h50: Vivre l'utopie, Juan Gamero, F. Rios, Mariona Roca, Mitzi Kotnik, 1997, 1h35, Doc en VOST. Dans Vivre l'utopie, une trentaine de vieux anarchistes espagnols retracent l'histoire de leur mouvement. Soixante ans après et avec des paillettes dans les yeux, les témoins racontent le rêve éveillé des quelques mois qu'ils ont vécus sous le communisme libertaire: l'abolition de l'argent, de la propriété, des chefs imposés; la volupté de la solidarité et l'ivresse de la fraternité...



Le FSL, c'est l'@
27, rue Godillot, à Saint-Ouen

M^e Mairie-de-Saint-Ouen ou Porte-de-Clignancourt



FSL-SLA

À vot'bon cœur, M'sieurs-Dames !

COMME vous l'avez lu dans les précédents numéros de votre journal, le Forum social libertaire (de 11 au 16 novembre) et le Salon du livre anarchiste (15 et 16 novembre) se tiendront à Saint-Ouen en parallèle au Forum social européen. Notre démarche militante nous a amenés à privilégier un accès libre et gratuit à tous les débats et à toutes les initiatives proposés.

Le FSE quant à lui bénéficiera à hauteur de plus de cinq millions d'euros de subventions gracieusement octroyées par l'État, la Région et les collectivités locales (Mairies de Saint-Denis, Ivry, etc.).

Conformément à nos principes, nous financerons le FSL-SLA intégralement sur nos fonds propres sans publicité ni subvention.

Cependant, comme vous pouvez l'imaginer, l'effort financier reste considérable, aussi nous en appelons à votre solidarité. Vous pouvez participer à la souscription ouverte pour partager les frais. Envoyer vos chèques à l'ordre de « Publico FSL-SLA », à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Merci de votre soutien !

Salon du livre anarchiste

Les auteurs présents

Michel Auvray, Abdel Hafed Benotman, Patrick Biau, Marie-Claire Calmus, Miguel Chueca, Bernard Collot, Roger Dadoun, Guy Darol, Gérard Delteil, Thierry Discepolo, Sébastien Doubinsky, Pierre Drachline, Quentin Dupont, Fabienne Elkoubi, Caryl Ferey, Yves Frémion, Jean-Pierre Garnier, Philippe Geneste, Roger Grenier, Claude Guillon, Rolland Hénault, Lola Lafon, Jean-Paul Lambert, Jacques Lesage de La Haye, Jean-Pierre Levaray, Serge Livrozet, Frédéric Lordon, Thierry Maricourt, Pierre Michel, Francis Mizio, Patrick Mosconi, Ingrid Naour, Jean-Hugues Oppel, Larry Portis, Mimmo Puciarelli, Serge Quadruppani, Rémi Raemackers, Michel Ragon, Maurice Rasjfus, Benoist Rey, Mireille Robin, Francis Ronsin, Christian Roux, Lucien Seroux, Charles Szymkowitz, Jacques Tardi, Tom Thomas, Jean-Manuel Traimond, Françoise Travelet, Serge Utgé-Royo, Jacques Vallet, Tristan-Edern Vaquette, Suzanne Weber, Cathy Ytak...

Les revues

Anartiste, Brisons nos chaînes, Le Combat syndicaliste (AIT), Courant alternatif, Débattre, École émancipée, le Libertaire, le Monde libertaire hebdo, les Temps maudits, Ni Patrie ni frontière, PLPL, Prosper, Réfractions, SAT-Amikaro, Silence, Solidarité avec les peuples du Chiapas, Syndicaliste !, Union pacifiste...

Les éditeurs

Atelier de création libertaire, Ab Irato, Acratie, Agone, Albatroz, Éditions Alternative libertaire, Les Amis d'Henry Poulaille, CNT service librairie, Librairie Folies d'encre, Cira (Centre international de recherches sur l'anarchisme), La Digitale, Edito-Hudin, FTP - Planète verte, Infrarouge, L'Insomniaque, Éditions Maurice Juan, Les Éditions libertaires, Marginales, La Mémoire et la mer, Éditions du Monde libertaire, Nautilus, Nuits rouges, Paris-Méditerranée, Presses du Réel, Librairie Quilombo, Éditions du Ravin bleu, Société Octave-Mirbeau, Les Amis de Spartacus, Tops, Le Vent du ch'min, Les Videos du Monde libertaire...

Vendredi 14 novembre

Dijon

Échanges de savoirs : *histoires et métamorphoses du capitalisme depuis 1945*, à 20h30 aux Tanneries, Bd. de Chicago.

Samedi 15 novembre

Paris 14^e

Action contre la société carcérale : rendez-vous à 20 heures. M°Denfert-Rochereau.

Paris 11^e

Concert débat en soutien au Forum Social Libertaire : La Replik (java punk folk), Grille dégoût (anarcho-punk) et un groupe hip hop ragga. Au CICIP, 21 ter, rue voltaire. M°Rue-des-Boulets.

Strasbourg

La conférence débat sur l'anarchisme prévue à la Maison des associations est annulée (voir page ci-contre). <http://fastrasbg.lautre.net> ou par téléphone au 06.67.83.76.13.

Vendredi 21 novembre

Rouen

Réunion débat proposée par le groupe de Rouen de la FA : *Altermondialisme : aménager le capitalisme ou s'en débarrasser?* à la Halle aux toiles à 20h30.

Dimanche 23 novembre

Paris 11^e

Palestine : soirée de soutien au village de Yanoun. Film et expo photos puis concert avec les Travailleurs de la nuit (Ska Punk), Brixton Cats (Street Punk), Kochise (Anarcho Punk). Au CICIP, 21 ter, rue Voltaire, à 17 heures. Paf : 5 euros

Vendredi 28 novembre

Paris 20^e

Les Éditions CNT Région Parisienne proposent une réunion débat autour du livre *Les anarchistes français face aux guerres coloniales (1945-1962)*, avec la présence de l'auteur Sylvain Boulouque, à partir de 19h30, au 33, rue des Vignoles.

Dimanche 14 décembre

Paris 11^e

Concert débat et projection en soutien au serveur internet gratuit propagande.org avec Garage Lopez (punk), René Biname (disco punk, Belgique) et Guarapita (punk). À 17 heures au CICIP, 21 ter rue voltaire, M° Rue-des-Boulets. PAF : 5 euros

Radio libertaire

Vendredi 14 novembre

Enjoy Polar : de 12 heures à 13 heures, interview de Claude Amoz pour *Étoiles Cannibales* (Rivages) et *Un de trop* (Eden).

Samedi 15 novembre

Chroniques syndicales : de 11h30 à 13h30, le Maitron des cheminots, et Henri Simon, *Dans le monde, une classe en lutte* (en direct avec le FSL).

Lundi 17 novembre

les Destinées de l'histoire : de 18 heures à 20 heures, avec Alain Rustenholtz, pour *Paris Ouvrier des sublimes au camarades*, éditions Parigramme, disponible à Publico.

Le Monde merveilleux du travail : de 20 heures à 21 heures, avec Franck Mintz, à propos de l'Argentine et des journées internationales de Barcelone.

Mercredi 19 novembre

Blues en liberté : à 12 heures, le téléphone et le blues.

Samedi 22 novembre

Chroniques syndicales : de 11h30 à 13h30, l'Inspection du travail, vers une possible réforme.

Lundi 24 novembre

les Destinées de l'histoire : de 18 heures à 20 heures, Simone Roux, pour *Paris au Moyen-Âge, de la fin du XII^e au XV^e siècle* (Hachette littérature).

Le Monde merveilleux du travail : de 20 heures à 21 heures, avec le Syndicat du commerce de la CNT, à propos des carences des institutions caritatives...

Mardi 25 novembre

Actes & Cités, émission d'architecture : à 11 heures, « Prisons : Construire l'Abolition ». Invités : Augustin Rosenstiehl, architecte (hypothèse de reconversion de la prison de Fleury-Mérogis), Gabriel Mouesca, Croix-Rouge Internationale, Galatée Delaubadere, Présidente du Genepi. À 12 heures : Privatisation des prisons, expérience à l'étranger, perspectives en France

Mercredi 26 novembre

Blues en liberté : à 12 heures, J.-B. Hulto, dans les pas d'Elmore James.

Samedi 29 novembre

Chroniques syndicales : de 11h30 à 13h30, Paris ouvrier d'Alain Rustenholtz. Dossier RATP avec Sud RATP.

89,4 MHz
en région parisienne

agenda

Qui a peur des anarchistes ?

LE 30 OCTOBRE, l'Association culturelle libertaire de Strasbourg a invité quelques militants de la Fédération anarchiste pour animer une conférence-débat sur l'anarchisme à la Maison des associations (MdA). La nuit précédant la conférence, la façade et le parvis de la MdA ont été tagués par d'énigmatiques «Jeunesse-Europe-Révolution», «No Border débordés», «Anarcho, on aura ta peau», etc. Bien évidemment, l'identité politique des auteurs de ces tags est sans équivoque: l'extrême droite et ses sbires. La MdA a porté plainte contre X pour dégradation.

Le soir de la conférence-débat, la Mairie n'a pas manqué d'envoyer un de ses employés, particulièrement zélé, afin de «maîtriser la situation». Pourtant, les deux seuls incidents à déplorer ont été la présence de la Police municipale et rurale et notre incapacité à accepter plus de 120 personnes dans la salle louée. (près de 200 personnes se sont présentées à l'entrée...)

Le soir-même, nous avons pu très cordialement convenir d'une nouvelle date avec les personnes de la MdA présentes, sous réserve d'acceptation ultérieure par le conseil d'administration, où siègent quelques personnes élues de la majorité municipale.

Finalement, cette deuxième location de salle nous est refusée en dépit du bon déroulement de la soirée. Et on nous a fait comprendre que si on avait pu faire une deuxième conférence, le moindre incident, même indépendant de notre volonté nous aurait fait perdre jusqu'à notre permanence que nous y faisons les 1^{er} et 3^e lundis du mois, et ce, depuis des années, sans aucun problème.

Pourquoi cette soudaine filiosité ? La MdA est gérée par une association subventionnée par la municipalité et située dans des locaux appartenant à cette dernière. De ce fait, elle s'en trouve être directement dépendante. Et tout nous porte à croire que la Mairie tente, comme ailleurs (Maison de l'image, Laiterie, Théâtre des Lisières...), de contrôler les associations strasbourgeoises. Pourtant ce qui intéresse les Strasbourgeois ce n'est pas que les politiques placent leurs copains, mais que les problèmes économiques et sociaux soient traités.

Au final, tout ce que ce petit jeu donne, c'est que les néonazis ont réussi leur coup: empêcher une expression politique libertaire. À trop faire le jeu de l'extrême-droite, il ne faudra pas s'étonner qu'à nouveau elle sorte encore plus forte aux prochaines élections. Nous aurons de nouveau droit à la grande leçon républicaine qui cachera mal les responsabilités des divers politiques dans cet état de fait. Ne croyant pas à leurs discours, de gauche comme de droite, nous ne leur demandons rien, mais nous nous battons pour défendre le droit à la libre expression, le nôtre en particulier et celle de tous en général.

ACLS

c/o Maison des associations,
1a, place des Orphelins, 67000 Strasbourg

Concert de soutien à propagande.org
DIMANCHE 14 DÉCEMBRE
Soirée organisée par le Collectif Contre Cultures
au C.I.C.P.
21 ter, rue Voltaire
75011 PARIS
Métro: RUE DES BOULETS
A partir de 17 h 00



RENÉ BINAMÉ
GARAGE LOPEZ
GUARAPITA
P.A.F.: 5 euros

Un mois antiautoritaire contre les violences d'État

Du 11 novembre au 8 décembre 2003

Samedi 22 novembre à 15 heures

Les refuzniks israéliens

Débat avec Tarek Sorek et Fabienne Messica. Librairie la Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, Lyon 7^e.

Vendredi 5 décembre à 21 heures

Diffusion du film **Avoir 20 ans dans les Aurès**, de René Vautier, avec Philippe Léotard, Alexandre Arcady, Jean-Michel Ribes.

Ce film est tourné comme un film de fiction mais s'appuie sur des centaines d'interviews d'anciens d'Algérie.

L'histoire est celle d'un groupe de bretons qui refusent de faire cette guerre, puis acceptent de constituer, sous les ordres d'un lieutenant (Philippe Léotard), un commando « spécial ». On y voit comment des « mauvaises têtes » sont amenées à se livrer à tous les excès qu'ils voulaient éviter. L'un des soldats, refusant cette logique, s'enfuit avec un algérien

qui doit être fusillé sans jugement. Au café libertaire, 19, rue Pierre-Blanc (entrée par l'allée), Lyon 1^{er}.

Samedi 6 décembre à 15 heures

Projection du documentaire **la Raison du plus fort**, de Patrick Jean, suivie d'un débat puis d'un apéro à 18h30.

Librairie la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, Lyon 1^{er}.

Lundi 8 décembre à 18 heures

Rassemblement contre les prisons, devant la prison Saint-Paul.

Mercredi 12 novembre à 10h30

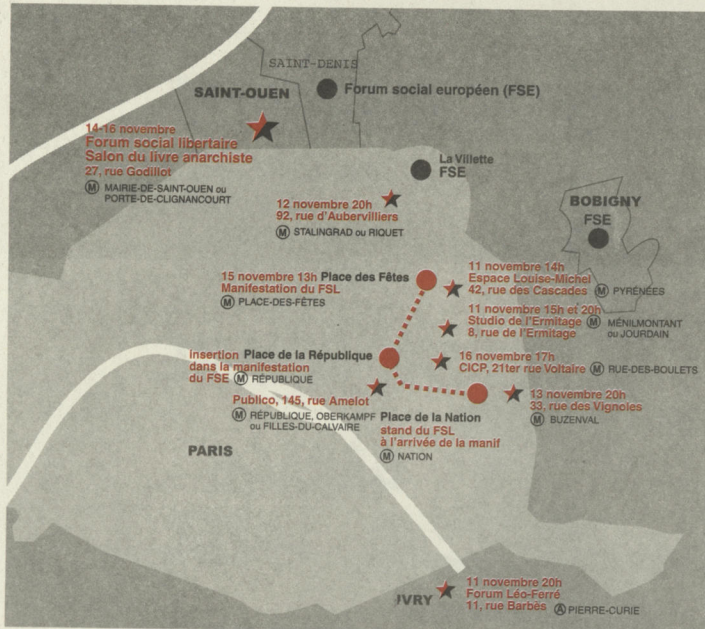
Manifestation

Pour un revenu au moins égal au Smic pour les chômeurs. Départ devant la bourse du travail. Présence de la FA.

Vendredi 12 décembre à 21 heures

Sam en concert. Chanson française, chansons à textes, Sam joue avec les mots et les notes. Au café libertaire, 19, rue Pierre-Blanc (entrée par l'allée), Lyon 1^{er}.

Le Forum social libertaire 11-16 novembre



Radio libertaire 89.4 MHz

Du 10 au 16 novembre Radio libertaire mobilise l'ensemble de ses émissions autour du forum social et salon du livre. Elle aura sur place un studio afin de rendre compte des débats et de faire parler en direct des participant-e-s. Des bulletins d'information sur le FSL seront diffusés toute la semaine.

Le salon du livre

« N'est-il pas temps de forcer la voix, d'écouter les auteurs "vraiment différents", d'aider les éditeurs dignes de ce nom, d'en finir avec cette vulgarité tirée à des milliers d'exemplaires. Nous nous battons pour un monde débarrassé du salariat, où chacun et chacune pourra s'adonner à la poésie, à la musique ou à l'amour se découvrir guérisseur, écrivain, ténor ou pâtissier. Tant de goûts révélés, d'aptitudes épanouies rendront la vie plus diverse et plus riche. » (Librairie l'Insoumise - Rouen)
Journaux, revues, magazines, brochures, livres, bande dessinée, vidéo, CD audio, etc. plusieurs dizaines d'éditeurs, petits, moyens et grands seront présents lors de ce deuxième salon du livre anarchiste. De nombreux auteur-e-s, participeront à des débats, des tables rondes, des émissions sur Radio libertaire.

L'espace vidéo

Samedi 15 et dimanche 16 novembre à Saint-Ouen Environ vingt heures de court-métrages, films, reportages, fictions, interviews, etc. viendront compléter, illustrer, concrétiser les débats qui se tiendront lors du forum et du salon du livre. Après la projection de chaque film, une salle sera mise à disposition des spectateurs afin de débattre.

Les expositions

L'image de la femme dans la publicité; les affiches anarchistes de la révolution espagnole (1936-1939); la Commune de Paris; les manifestations et les grèves du printemps 2003, etc. Des expositions seront présentées à Saint-Ouen, à Paris, 42, rue des Cascades (du 3 au 11 novembre), au Forum Léo-Ferré (Ivry)

Les concerts

Mardi 11 novembre, 20h00: surprises musicales au studio de l'Ermitage (entrée libre).
Vendredi 14 novembre, 20h00: Chantons avec la Chorale du FMI (Saint-Ouen).
Dimanche 16 novembre, 17h00 - 22h00 au CICP, 21er rue Voltaire, Paris 11^e (M^o Rue-des-Boulets). Avec la participation de: Grilles d'égout (Punk); Irie revolts (Reggae, raga, hip hop) La Réplique (chansons françaises, rock, etc.). Entrée 5 euros en soutien au FSL.

Renseignements

CNT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris; Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris; Librairie Quilombo, 23, rue Voltaire, 75011 Paris; CICP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

fsl-sla.eu.org